

La réalité ne se conforme pas aux souhaits des États-Unis de contrôler le monde

- Soutenons résolument le dialogue et les négociations qui produisent les résultats souhaités et une résolution pacifique du conflit ukrainien
– *Pauline Easton* –
- L'incapacité des États-Unis à prévoir le résultat de leur stratégie en Ukraine
 - La tournée européenne de Trudeau à l'image de celle de Biden

Dictier l'unité n'en fait pas une réalité

- Le discours de Varsovie du président américain Joe Biden sur les « efforts unis » reprend la doctrine de l'unité, qui a échoué
– *Kathleen Chandler* –
- L'incapacité de Biden à unir les forces rivales à l'intérieur des États-Unis
– *Voice of Revolution* –

Des signes que les sanctions anti-russes auront l'effet inverse

- Seulement 48 pays sur 193 participent aux sanctions contre la Russie
 - L'impact des sanctions en Europe et aux États-Unis
- Le Canada utilise les sanctions contre la Russie pour promouvoir une plus grande intégration à l'économie de guerre des États-Unis
– *Fernand Deschamps* –

Des actions résolues soulignent la Journée pour l'élimination de la discrimination raciale

- Des actions militantes dans tout le Canada pour réclamer des droits et un statut pour toutes et tous
 - Lettre ouverte des travailleurs migrants accidentés

Les Philippines

- Le peuple philippin et la Chine ciblés par les plus importants exercices militaires États-Unis/Philippines
- L'Association canadienne pour l'OTAN fait l'éloge des plans de l'OTAN pour les Philippines
- Les Philippines aideront les États-Unis si nécessaire dans la guerre contre la Russie, déclare son président

Nations unies

- La Chine et la Russie bloquent les pressions américaines pour des sanctions plus sévères contre la RPDC

Nicaragua

- La vérité sur les violences récentes à Bosawas
– *Stephen Sefton, Tortilla con Sal* –

Vietnam

- Une cérémonie célèbre le 75e anniversaire du retour de l'Oncle Ho à Tuyen Quang pour diriger la guerre de résistance nationale

Inde

- Des millions de travailleurs se joignent à la grève nationale
– J. Singh –

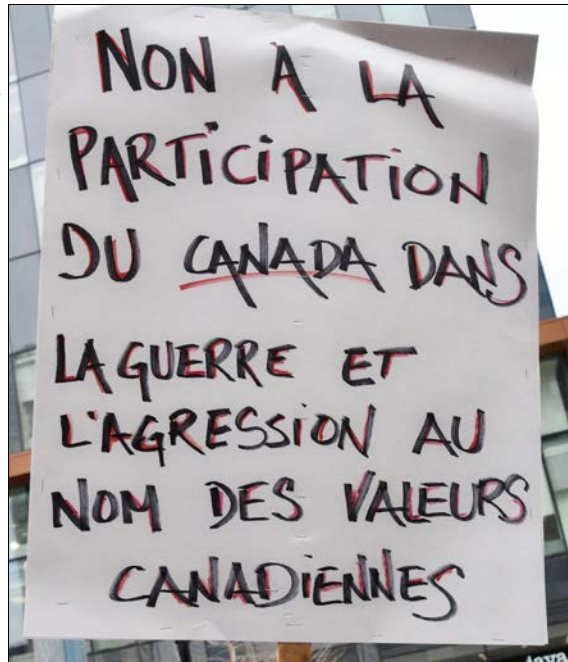
La réalité ne se conforme pas aux souhaits des États-Unis de contrôler le monde

Soutenons résolument le dialogue et les négociations qui produisent les résultats souhaités et une résolution pacifique du conflit ukrainien

– Pauline Easton –

La nécessité de soutenir le dialogue et les négociations qui produisent les résultats souhaités et une résolution pacifique du conflit ukrainien est urgente, mais les forces des États-Unis et de l'OTAN ne permettront pas qu'un tel dialogue et de telles négociations aient lieu. Plus la réalité de la vie les démasque, plus leurs mensonges, leur désinformation et leur bellicisme deviennent plus frénétiques. Cela montre clairement qu'elles ne veulent pas d'une résolution pacifique qui favorise les peuples d'Ukraine, de Russie, du reste de l'Europe ou du monde.

Dans cette veine, le sommet extraordinaire de l'OTAN qui s'est tenu à Bruxelles le 24 mars a été l'occasion de présenter les forces des États-Unis et de l'OTAN comme étant toutes-puissantes et les forces réactionnaires en Ukraine comme ayant gagné contre les Russes. Les médias et les experts des États-Unis et des pays de l'OTAN abondent en opinions selon lesquelles la Russie s'est enlisée, qu'elle n'a pas obtenu la victoire de 72 heures qu'elle prétendait rechercher, que ses jeunes soldats ne sauraient pas pourquoi ils sont là, qu'ils ne seraient pas adéquatement ravitaillés, etc. Depuis, ils continuent de raconter que la Russie commet des crimes de guerre, que la Russie est sur le point d'être vaincue « par la résistance ukrainienne » et/ou qu'elle ne peut pas gagner cette guerre. En même temps, ils intensifient leur campagne d'envoi d'armes mortelles en Ukraine et de formation des Ukrainiens à leur utilisation.



À la veille du sommet de l'OTAN, le secrétaire d'État américain Antony Blinken a annoncé que « le gouvernement américain estime que des membres des forces russes ont commis des crimes de guerre en Ukraine ». Le président américain Biden a qualifié le président russe Poutine de criminel de guerre. Les États-Unis et leurs porte-parole font ces affirmations sur la Russie et Vladimir Poutine depuis 2014, malgré les preuves qui montrent que les crimes sont commis par les bataillons néonazis au sein et aux côtés des forces spéciales ukrainiennes formées par le Canada, en particulier dans la région du Donbass.

Le coup d'État de 2014 dirigé par les États-Unis, dans lequel le Canada a joué un rôle majeur, a

amené des néonazis à des postes au sein des forces armées et des forces spéciales. Les États-Unis, qui dictent au gouvernement de l'Ukraine qu'ils ont installé, ont entériné les actions violentes et les crimes -- par le gouvernement et ces bataillons néonazis, comme le bataillon Azov – contre la population du Donbass, à Odessa et ailleurs.

Ces néonazis ont été armés et formés au combat par les États-Unis, le Canada et l'OTAN. Leur salut nazi, Gloire à l'Ukraine, Gloire aux héros a été repris par les cercles officiels canadiens et américains, promu par le sénateur Marco Rubio et la sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Victoria Nuland, qui est directement impliquée aujourd'hui et a participé, avec Joe Biden, au coup d'État de 2014. La présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi a également fait la promotion du salut nazi le 16 mars lorsque le président ukrainien Volodymyr Zelensky a pris la parole en mode virtuel devant le Congrès et a demandé plus d'armes et d'avions.

Avec toute la promotion de l'« échec » de la Russie, tout est fait pour détourner l'attention des crimes des États-Unis et de l'OTAN et du fait que les États-Unis utilisent l'OTAN pour s'assurer qu'il n'y a pas de règlement du conflit en Ukraine. Il est devenu évident que le plan des États-Unis et de l'OTAN est de créer une situation sans fin de « ni guerre, ni paix », alors que ce qu'il faut, c'est un dialogue et des négociations qui produisent les résultats souhaités et une résolution politique pacifique.

Une situation de « ni guerre, ni paix » pourrait se poursuivre indéfiniment, comme en Palestine par exemple, où la politique de destruction des États-Unis et des sionistes ne permet aucune solution politique, tandis qu'Israël s'en tire sans être accusé de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité. La fraude de l'histoire, promue par les États-Unis, consiste à invoquer un prétendu droit d'Israël à l'autodéfense afin qu'Israël ne soit pas tenu de rendre compte de ses devoirs en tant que puissance occupante, devoirs qu'il n'a jamais respectés. Israël a piétiné dans la boue toutes les exigences pour sa fondation en 1948, et pourtant les États-Unis le présentent comme un pays démocratique agissant en état de légitime défense, alors que le droit au retour des Palestiniens est dénigré et ignoré.



Bombardement israélien de la Palestine, 14 avril 2021

En maintenant délibérément une situation de « ni guerre, ni paix » en Israël, à tout moment une

guerre ouverte peut éclater sous la forme d'un nouvel assaut destructeur contre le peuple palestinien, alors que quotidiennement le siège de Gaza, les colonies illégales, les arrestations et l'emprisonnement de personnes sans accusation ont lieu. Les Palestiniens sont contraints de vivre dans des morceaux toujours plus petits de la Palestine occupée, tandis qu'Israël, soutenu par les États-Unis, reste impuni pour ses crimes.

Une situation de « ni guerre, ni paix » sert également les conditions dans lesquelles les États-Unis lancent et soutiennent des guerres de destruction. De telles guerres n'ont pas d'objectifs politiques. Elles ne sont pas de la politique par d'autres moyens, c'est pourquoi il n'y a pas de négociations pour parvenir à un accord de paix. L'objectif n'est pas de négocier pour régler les différends, mais de détruire ceux qui ne peuvent être forcés à se soumettre. Leurs tactiques incluent des bombardements « choc et effroi » de villes, comme cela a été fait contre l'Irak et l'Afghanistan, ainsi que des atrocités contre des civils qu'ils appellent dommages collatéraux.

C'est la politique de destruction qui conduit à la perpétration de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et d'accusations de génocide, car elle ne vise pas principalement des cibles militaires mais des civils et des infrastructures civiles. Les nombreux exemples de bombardements massifs ainsi que les attaques de drones ciblant des mariages et des maisons civiles en sont la preuve, souvent en utilisant l'excuse que les victimes étaient utilisées comme « boucliers humains ». Le bombardement de la Yougoslavie par les États-Unis et l'OTAN est un autre exemple, tout comme la Libye et le bombardement du Yémen par l'Arabie saoudite, soutenu par les États-Unis. La notion de « guerres sans fin » se développe en partie parce que les guerres de destruction ne font que détruire ; elles ne cherchent pas à négocier et à résoudre pacifiquement les conflits. Les forces des États-Unis et de l'OTAN n'acceptent pas d'avoir à rendre des comptes et s'en tiennent à la poursuite d'intérêts privés étroits comme bon leur semble, et appellent cela un « ordre international fondé sur des règles ».

Dans la situation actuelle, la Russie a fait connaître très clairement ses objectifs politiques : dénazifier et démilitariser l'Ukraine. C'est pourquoi ses forces ont encerclé Marioupol, par exemple, une base principale des forces néonazies, mais elles n'ont pas bombardé les zones résidentielles où les forces néonazies se sont retranchées, utilisant la population comme boucliers humains, torturant et tuant quiconque ne coopérait pas. Ce ne sont pas les Russes qui ont commis des crimes de guerre à Marioupol. Leur objectif est de dénazifier l'Ukraine, pas de l'occuper. Le colonel Douglas Macgregor, ancien conseiller à la sécurité de l'administration Trump, a déclaré que les preuves corroborent l'accusation de la Russie selon laquelle, à Marioupol, c'est le bataillon néonazi Azov, et non les forces russes, qui refusait de laisser partir les civils par les couloirs humanitaires établis.

Pour démilitariser, la Russie a ciblé les installations militaires et n'a pas eu recours à une campagne massive de bombardements aériens, la méthode de prédilection des États-Unis, car elle ne veut pas voir l'Ukraine, sa population et ses infrastructures détruites. Elle veut éliminer les néonazis et mettre fin à la militarisation continue du pays par les États-Unis et l'OTAN.

La Russie a des objectifs politiques et cherche à négocier, comme elle l'a montré dans la pratique. L'Ukraine, sous le diktat des forces des États-Unis et de l'OTAN, n'est jusqu'à présent pas sérieuse dans la poursuite des négociations. Les actions des États-Unis et de l'OTAN sont guidées par la destruction et non par la politique, et en envoyant des armes plus mortelles, en encerclant la Russie avec des navires de guerre et des troupes supplémentaires, ils agissent pour bloquer les négociations et prolonger le conflit.

Les États-Unis, cependant, sont devenus notoires pour leur incapacité à prédire les résultats avec précision et, tôt ou tard, ils subiront les conséquences de leurs erreurs de calcul en ce qui concerne le désir des Ukrainiens et des Européens d'un règlement pacifique du conflit ukrainien. La grande majorité des réfugiés ukrainiens veulent rentrer chez eux, et non s'exiler. Ce sont eux qui souffrent le plus et paient le prix de la guerre prolongée des États-Unis et de leur équation de « ni guerre, ni paix »

Les peuples du monde peuvent facilement voir qui paie le prix de la lutte des oligopoles et des profiteurs de guerre américains de l'emporter. Leur but d'encercler, d'isoler et d'écraser la Russie sous couvert de grands idéaux n'a rien d'honorable. Pour les peuples du Canada et du Québec, ce que les forces des États-Unis et de l'OTAN sont en train de faire est un appel clair à s'opposer à l'intégration du Canada dans la machine de guerre des États-Unis et à démanteler l'OTAN, à démanteler NORAD et à soutenir le dialogue et les négociations qui produisent les résultats souhaités et une résolution pacifique des problèmes en Ukraine.



L'incapacité des États-Unis à prévoir le résultat de leur stratégie en Ukraine

Les États-Unis ont peu de capacité à prédire l'issue de leur stratégie en Ukraine, car les différents moyens dont ils disposent pour le faire ne fonctionnent plus. Cela comprend l'incapacité de leurs agences de renseignement à évaluer précisément la situation, le dysfonctionnement de leurs institutions, y compris le Congrès, la question de savoir s'ils peuvent obliger les membres de l'OTAN à continuer à se soumettre à leur diktat et pendant combien de temps, leur incapacité à évaluer l'état d'esprit du peuple dans leur pays et à l'étranger, etc. Par exemple, les États-Unis, malgré toutes les preuves du contraire, calculent qu'ils peuvent l'emporter en utilisant la Chine contre la Russie ou l'Inde contre la Chine et la Russie, et tous les pays de l'Asie-Pacifique contre la Chine et la Russie.

Les États-Unis calculent que les incitations qu'ils jugent bon d'offrir empêcheront des pays comme l'Inde et d'autres pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes d'entretenir des relations avec la Russie et la Chine. Le refus d'un grand nombre de ces pays de se soumettre aux sanctions est la preuve de l'erreur de calcul, mais les États-Unis supposent qu'ils vont néanmoins l'emporter. De plus, ils pensent pouvoir résoudre leurs contradictions avec l'Union européenne et leurs contradictions internes et faire accepter aux peuples du monde des dépenses de guerre de plus en plus coûteuses. Ils croient leur propre désinformation sur ce que fait la Russie en Ukraine, ce qui est un grave problème.

Le financement de la guerre et les économies de guerre procurent d'énormes richesses aux oligopoles de guerre et aux profiteurs financiers, tandis que les pauvres s'appauvrissent, que les dépenses sociales continuent de diminuer et que les programmes sociaux continuent d'être vidés de

leur substance et privatisés. Le plus récent budget de guerre des États-Unis prévoyait des milliards supplémentaires pour le budget annuel du Pentagone de 782 milliards de dollars, soit une augmentation de 42 % par rapport à l'année dernière. Le projet de loi prévoyait également 13,6 milliards de dollars supplémentaires pour l'Ukraine, principalement pour le déploiement de troupes supplémentaires dans les pays de l'OTAN, plus d'armement et pour l'application des sanctions.

Les impérialistes américains pensent qu'ils peuvent surmonter toutes les crises dans lesquelles les États-Unis sont embourbés – financière, économique, commerciale, constitutionnelle ainsi que sociale, politique et existentielle – en fomentant des guerres à l'étranger, mais cela n'a pas réduit la menace d'une guerre civile violente dans le pays. En renforçant les sanctions contre la Russie, les États-Unis pensent pouvoir éviter à leur système financier de plonger dans une nouvelle crise encore plus profonde que la dernière de 2008, qui était plus profonde que la précédente. Ils pensent qu'en saisissant et en concentrant les actifs immobiliers et financiers russes dans les mains des intérêts privés étroits qu'ils servent, contre d'autres qui s'y opposeront avec acharnement, leurs crises seront résolues. C'est insensé et dangereux. Les vrais problèmes exigent des solutions à la hauteur des problèmes, et non un désespoir de dominer et de contrôler le monde qui ne fait qu'accroître le danger d'une guerre et de destructions encore plus grandes, qui exacerbe tous les problèmes.



En déployant davantage de troupes américaines dans les pays européens et en forçant ces pays à augmenter leurs dépenses en armes et en matériel de guerre au profit des profiteurs de guerre, les États-Unis pensent qu'ils peuvent unir l'OTAN et sa bureaucratie militaire et civile au niveau national. Ils pensent que cela apaisera les conflits entre les intérêts privés rivaux aux États-Unis.

Les masses populaires aux États-Unis et dans d'autres pays se demandent quelle est la contrepartie de ces accords. Le peuple américain continue de se battre pour l'égalité et la responsabilité, pour le droit de vote, contre le financement de la violence policière et le camouflage des meurtres commis par la police, contre le Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) et l'expulsion de millions de personnes par Joe Biden, et la détention massive de familles et d'autres réfugiés, pour le droit aux soins de santé pour tous et à des conditions de travail sécuritaires. Ce sont là quelques-unes des nombreuses revendications justes que le peuple est en droit de formuler à l'égard de la société dont il dépend pour vivre.

De la même manière, les peuples des pays de l'OTAN ne se soumettront pas aux exigences américaines. Les États-Unis forcent les pays de l'OTAN à accepter d'augmenter leurs dépenses en armement et à s'endetter davantage au sein de l'architecture financière américaine. Que la France et l'Allemagne se soumettent au diktat américain de gré ou de force, les États-Unis utilisent l'OTAN pour les tenir en échec. Mais les États-Unis ont déjà du mal à y parvenir, alors que les inquiétudes concernant le manque d'approvisionnement en pétrole et en gaz augmentent et que des millions de réfugiés ukrainiens inondent l'Europe.

Les peuples du monde deviennent de plus en plus conscients que la marine des États-Unis, du Royaume-Uni et d'autres pays, dont le Canada, rôde sur les océans, s'engage dans des exercices de guerre et la politique de la corde raide dans la région Asie-Pacifique tout en se positionnant pour menacer la Russie dans l'Arctique.

Dans l'ensemble, les mesures prises par les États-Unis pour soumettre le monde entier à leur

domination montrent un pays qui ne se préoccupe pas de la paix, de la liberté et de la démocratie et qui ne peut prédire les résultats parce qu'il est intéressé à l'extrême et que le monde ne répond pas à son récit.

La tournée européenne de Trudeau à l'image de celle de Biden

Les 23 et 24 mars, le premier ministre Justin Trudeau a participé à une tournée européenne en emboitant le pas au président américain Biden. Dans un communiqué de presse publié par son cabinet, on annonce qu'il a eu une réunion bilatérale avec la présidente du Parlement européen Roberta Metsola, prononcé une allocution devant le parlement de l'Union européenne et participé à une réunion bilatérale avec la première ministre de la Finlande Sanna Martin. Il a aussi rencontré la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen. Les deux ont prononcé une allocution aux quartiers généraux de la Commission européenne.

Le 24 mars, Justin Trudeau a participé au Sommet extraordinaire de l'OTAN et à une réunion avec les chefs d'État et de gouvernement du G7.

L'itinéraire du premier ministre Trudeau a été exactement le même que celui du président américain Biden. La citation du Cabinet du premier ministre offerte aux médias concernant sa tournée est : « Le Canada travaille en étroite collaboration avec ses alliés de l'OTAN, du G7 et de l'Union européenne, ainsi qu'avec d'autres partenaires dans le monde, afin de tenir la Russie responsable de son invasion persistante, illégale et injustifiable de l'Ukraine. Ensemble, nous continuerons d'aider l'Ukraine à défendre son peuple, sa souveraineté, son intégrité territoriale et son indépendance, notamment au moyen de nouvelles sanctions économiques concertées et d'une aide humanitaire là où elle sera le plus nécessaire. »

Selon le Cabinet du premier ministre, sa visite a été fructueuse alors que le Canada donne suite à « l'invasion injustifiée, non provoquée et illégale par la Russie d'une Ukraine indépendante et souveraine ». On affirme que le premier ministre « a annoncé aujourd'hui des mesures supplémentaires pour soutenir l'Ukraine et tenir la Russie responsable de son invasion ».

Le Cabinet du premier ministre affirme que le gouvernement du Canada va notamment :

« imposer de nouvelles sanctions en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie* à 160 membres du Conseil de la Fédération de Russie pour avoir facilité et permis des violations de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine ;

« imposer au cours des prochains jours de nouvelles interdictions en vertu du *Règlement sur les mesures économiques spéciales visant la Russie* afin d'interdire l'exportation de certaines marchandises et technologies vers la Russie, dans le but d'affaiblir les capacités de l'armée russe ;

« allouer les 50 millions de dollars restants, sur la contribution de 100 millions de dollars annoncée précédemment par le Canada pour l'aide humanitaire à l'Ukraine et aux pays voisins, y compris la Moldavie, au Programme alimentaire mondial, à l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), à l'Agence des Nations unies pour les réfugiés, à la Croix-Rouge canadienne et à People in Need pour fournir une aide immédiate là où elle est le plus nécessaire ;

« verser une contribution totale de 4,8 millions de dollars à l'UNESCO pour protéger les sites culturels et patrimoniaux de l'Ukraine. »

Dicter l'unité n'en fait pas une réalité

Le discours de Varsovie du président américain Joe Biden sur les « efforts unis » reprend la doctrine de l'unité, qui a échoué

– Kathleen Chandler –



Bannière suspendue à Baltimore, au Maryland, le 25 mars 2022

Plus le président des États-Unis Joe Biden dicte à l'Europe de s'unir en se soumettant au contrôle des États-Unis, plus il devient évident que les conditions de vie suivent leur propre route et n'obéissent pas aux diktats. Il en va de même aux États-Unis où Joe Biden ne parvient pas à unir les forces armées et les bureaucraties militaire et civile avec son expansion de l'OTAN, le déploiement de troupes en Europe et la provocation du conflit en Ukraine.

Le point fort de Joe Biden est censé être sa capacité à négocier des accords pour obtenir un consensus autour de ce que la présidence propose. Cela n'était pas du tout évident dans le grand discours que Biden a prononcé à Varsovie, en Pologne, le 26 mars, après la réunion extraordinaire de l'OTAN qui s'est tenue à Bruxelles le 24 mars et celle du G7 et de la Commission européenne, également le 24 mars.

Intitulé « Au sujet des efforts unis du monde libre pour soutenir le peuple d'Ukraine », ce discours faisait écho au discours sur l'état de l'Union prononcé par Joe Biden le 1er mars. Une fois de plus, il a tenté de ressusciter sa doctrine de l'unité, qui a échoué, selon laquelle les pouvoirs présidentiels aux États-Unis peuvent unir les factions rivales, surmonter le dysfonctionnement du gouvernement au niveau national et assurer la domination des États-Unis à l'étranger et le contrôle de l'Europe en particulier. Son discours a plutôt été le reflet du désespoir des États-Unis face à un nouvel échec, alors que les plans visant à utiliser l'Ukraine et les sanctions pour isoler et écraser la Russie ne se concrétisent pas selon les calculs des États-Unis et de l'OTAN.

Joe Biden a demandé que l'Europe et les États-Unis marchent au « même pas » à un moment où des économies importantes comme l'Allemagne, la France et l'Italie doivent faire face aux conséquences des sanctions imposées par les États-Unis à la Russie. Ces sanctions ont déjà poussé plusieurs pays à se plaindre d'un approvisionnement limité en gaz et en pétrole et de pénuries alimentaires.

Lors de sa rencontre avec le président polonais Andrzej Duda plus tôt dans la journée, avant son discours sur les « efforts communs », Joe Biden a mentionné les chefs d'État du G7 et de l'OTAN : « Mes collègues, j'en suis sûr, sont d'accord avec moi ... que la capacité de l'Amérique à remplir son

rôle dans d'autres parties du monde repose sur une Europe unie et une Europe sûre ». « Cette stabilité en Europe est d'une importance capitale pour les États-Unis en ce qui concerne leur intérêt, non seulement en Europe mais dans le monde entier », a-t-il ajouté

Joe Biden dit très clairement que ce qui est en jeu, ce sont les intérêts des États-Unis et leur volonté de dominer le monde. Malgré le battage médiatique qui a été fait lorsqu'il a pris dans ses bras un enfant ukrainien réfugié, les préoccupations des peuples d'Europe et du monde, leurs intérêts ou même les intérêts des gouvernements européens, ne figurent pas dans l'équation américaine.

À partir de ce point de vue des intérêts des États-Unis pour la domination mondiale, il a dit : « Le critère le plus important dans cette période d'un monde en changement, – tant de choses ont changé, et pas seulement ici mais dans d'autres parties du monde – est que l'OTAN reste absolument, complètement, totalement unie ; qu'il n'y ait aucune séparation dans nos points de vue ; que quoi que nous fassions, nous le fassions à l'unisson ; et que tout le monde, tout le monde, marche avec nous. »

Joe Biden a réitéré cette demande le soir même dans son discours sur les « efforts unis » : « Tout d'abord, l'Europe doit mettre fin à sa dépendance vis-à-vis des combustibles fossiles russes. Et nous, les États-Unis, vous aiderons. » Face aux directions disparates que prennent les pays européens, il a dit : « Et enfin, et de la manière la plus urgente, nous conservons une unité absolue, nous le devons, entre les démocraties du monde. »

Dans ce qui équivaut à une déclaration que les États-Unis ne permettront pas une résolution pacifique de la crise ukrainienne en offrant une garantie aux préoccupations de sécurité de la Russie, Joe Biden a laissé entendre qu'il présiderait à une situation perpétuelle de « ni guerre, ni paix ».

Il a dit : « Je suis revenu en Europe cette semaine avec un message clair et déterminé pour l'OTAN, pour le G7, pour l'Union européenne, pour toutes les nations éprises de liberté : nous devons nous engager maintenant à lutter à long terme. Nous devons rester unis aujourd'hui et demain et après-demain et pour les années et les décennies à venir. »

Pourquoi Joe Biden estime-t-il nécessaire de répéter sans cesse que l'OTAN, le G7 et l'Union européenne doivent rester « absolument, complètement, totalement unis » et que « tout le monde » doit se soumettre aux États-Unis ? Lorsque l'unité existe réellement, il n'est pas nécessaire de parler d'une « séparation de nos points de vue » au sein de l'OTAN et parmi les pays européens, et entre les États-Unis et nombre d'entre eux, comme l'Allemagne. Les États-Unis donnent l'impression de vouloir désespérément conserver leur place de « nation indispensable », alors que Biden s'efforce, sans y parvenir, de garantir cette place en exigeant que tout le monde se soumette.

Contrairement à l'ancien président américain Donald Trump, qui a proposé de mener les actions des États-Unis de manière unilatérale, a parlé de quitter l'OTAN et a délibérément insulté les alliés des États-Unis, dont le Canada, Joe Biden poursuit la politique adoptée pendant la guerre froide, qui consiste à utiliser l'OTAN pour contrôler l'Europe. Il le fait en croyant que celui qui contrôle l'Europe dominera l'Asie.

Néanmoins, comme Trump, Joe Biden poursuit une politique géopolitique tripolaire sur la base de laquelle les États-Unis pensent pouvoir jouer la Chine et la Russie l'une contre l'autre et en ressortir comme « la nation indispensable ».

Au grand dam des États-Unis, la tentative de jouer la Chine contre la Russie et vice-versa ne fonctionne pas et leur tentative d'utiliser l'OTAN comme une arme pour écraser la Russie est également vouée à l'échec. La raison en est qu'une nouvelle situation a vu le jour.

La Russie, la Chine et d'autres pays d'Asie représentent environ 60 % de la population mondiale. L'Asie représente environ 40 % de la production mondiale et sa part augmente. La Chine est le

deuxième pays, après les États-Unis, en ce qui concerne le produit intérieur brut (PIB) ; l'Inde est le sixième et la Russie le onzième. La Chine et l'Inde devraient toutes deux dépasser les États-Unis en ce qui concerne le PIB d'ici quelques années.

Ces pays tracent leur propre voie de développement. La géopolitique d'autrefois, centrée sur la volonté des États-Unis de contrôler l'Europe pour dominer l'Asie, ne correspond plus aux conditions qui prévalent aujourd'hui. Le « pivot » des États-Unis vers l'Asie – y compris sur le plan militaire – vise à imposer la domination américaine, mais comme le montrent les actions de la Chine, de l'Inde et d'autres pays, lui aussi échoue.

Les États-Unis font des heures supplémentaires pour mieux faire face à la Chine et bloquer les accords potentiels entre la Russie, la Chine et l'Inde ainsi qu'avec d'autres pays d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes.

Bon nombre de ces pays ne soutiennent pas les sanctions américaines et maintiennent leurs relations avec la Russie. Ils sont nombreux à s'abstenir lors des votes de l'ONU qui visent la Russie, à envisager des structures financières alternatives indépendantes du dollar américain et à prendre d'autres mesures qui ne dépendent pas de l'architecture financière, des relations commerciales, des couloirs énergétiques, des couloirs de communication et de transport ou des accords de sécurité dominés par les États-Unis. Le Venezuela et l'Iran, tous deux riches en pétrole, entretiennent également des relations avec la Russie. L'Europe elle-même, qui entretient des relations étroites avec la Russie et qui a ses propres intérêts en jeu, n'est pas prête à se plier au diktat des États-Unis.

Tout ceci montre que le discours de Varsovie de Joe Biden sur les « efforts unis » n'a fait que souligner la désunion qui existe au sein de l'alliance États-Unis/OTAN et l'échec de la quête des États-Unis pour la domination mondiale.

Joe Biden semble également penser que les peuples du monde n'ont aucune mémoire des actions des États-Unis qui ont utilisé l'OTAN comme partie de leur machine de guerre. « Le Kremlin veut présenter l'élargissement de l'OTAN comme un projet impérial visant à déstabiliser la Russie. Rien n'est plus éloigné de la vérité. L'OTAN est une alliance défensive. Elle n'a jamais visé à la disparition de la Russie », a-t-il déclaré. Pourquoi alors l'élargir avec 14 pays supplémentaires, pourquoi placer l'OTAN, ses armements et ses missiles, aux frontières de la Russie ? Pourquoi l'augmentation des troupes et des jeux de guerre avant le conflit actuel et encore plus maintenant, avec 100 000 soldats américains et davantage de navires de guerre et de bombardiers dans la région ?

Loin de former une « alliance défensive », les actions des États-Unis et de l'OTAN sont celles de guerres d'agression et de violations de l'état de droit international, destinées à l'éliminer. La guerre des drones, les tapis de bombes sur les infrastructures civiles, l'utilisation d'armes à l'uranium appauvri, tout cela va à l'encontre des normes et standards internationaux. Il en va de même pour les nombreux coups d'État et les efforts de changement de régime déployés par les États-Unis, y compris le coup d'État de 2014 en Ukraine qui a destitué un président élu et en a amené un autre décidé par les États-Unis, ce à quoi Biden a directement participé.

Les peuples du monde déclarent clairement que les États-Unis et l'OTAN sont des forces agressives pour la guerre. Les supporters de football en Serbie, par exemple, qui a été bombardée brutalement lors de l'agression des États-Unis et de l'OTAN, portaient des banderoles évoquant les nombreuses guerres d'agression des États-Unis et celles auxquelles l'OTAN a également participé. Parmi celles-ci figuraient la Corée, le Guatemala, l'Indonésie, Cuba, le Vietnam, le Congo, le Laos, le Brésil, la République dominicaine, la Grèce, l'Argentine, le Nicaragua, la Grenade, les Philippines, le Panama, l'Irak, le Soudan, la Yougoslavie, l'Afghanistan, le Yémen, la Somalie, la Libye et la Syrie.



Les supporters du club de football serbe Red Star de Belgrade tiennent des bannières portant les noms des pays qui ont été envahis par les États-Unis, le 17 mars 2022.

Comme l'indiquent les banderoles en Serbie et les manifestations en Allemagne, en Italie et dans d'autres pays, les peuples n'ont pas oublié les crimes des États-Unis, n'ont pas oublié les bombardements des États-Unis et de l'OTAN en Europe et au Moyen-Orient et n'abandonneront pas leur lutte contre les guerres impérialistes agressives. Ils luttent pour développer des zones de paix, comme elle a été déclarée en Amérique latine et dans les Caraïbes, et comme le réclament les peuples du Canada et du monde entier.

L'incapacité de Biden à unir les forces rivales à l'intérieur des États-Unis

– *Voice of Revolution* –

À Varsovie, Joe Biden a tenté d'utiliser une conception de la démocratie qui n'existe plus et qui n'est plus perçue comme étant encore vivante. « la résistance courageuse [de l'Ukraine] s'inscrit dans le cadre d'un combat plus large pour des principes démocratiques essentiels qui unissent tous les peuples libres : l'état de droit ; des élections libres et justes ; la liberté de s'exprimer, d'écrire et de se réunir ; la liberté de culte ; la liberté de la presse. », a-t-il déclaré.

Le fait est que les élections américaines ont été discréditées aux yeux du peuple comme étant antidémocratiques et inéquitables. Elles n'assurent pas une transition pacifique du pouvoir en résolvant les conflits entre les dirigeants, comme le montre la bataille qui se poursuit autour de la tentative de coup d'État de Trump le 6 janvier 2021. Joe Biden a prononcé son discours juste après que le gouvernement ukrainien a interdit 11 partis politiques, le 20 mars, ne leur permettant pas de s'exprimer ou de participer à des élections. L'Ukraine, comme les États-Unis, est également notoire pour sa corruption.

Échec des dispositions constitutionnelles américaines

Joe Biden a été choisi par les cercles dirigeants pour être président des États-Unis en grande partie parce qu'il était considéré comme un rassembleur, qui pouvait affronter les factions rivales et préserver l'Union dans les conditions d'une menace de guerre civile ouverte. Au Sénat, il était souvent parvenu à des accords entre les factions rivales. Il a promis de s'attaquer d'abord aux problèmes nationaux, notamment la COVID et le « racisme systémique », et a échoué sur ces deux questions. On pensait également qu'il avait de l'avenir en matière de relations extérieures. Au lieu

de cela, il a déjà connu trois échecs majeurs en matière de politique étrangère, au Venezuela, en Afghanistan et à Cuba. Le ralliement de tous en appui à l'Ukraine devait permettre de surmonter ces échecs, mais cela aussi semble destiné à en être un.

Joe Biden est arrivé au pouvoir en représentant les forces qui pensent qu'en ressuscitant l'apparence du respect de la Constitution et en construisant des alliances, le gouvernement de pouvoirs de police qui existe actuellement pourrait surmonter son dysfonctionnement et le mécontentement général du peuple.

Au lieu de cela, tout récemment, Joe Biden n'a pas réussi à unir les forces, même parmi celles qui le soutiennent, de sorte que sa principale loi, le « Reconstruire en mieux » n'a pas été adoptée. Un budget massif qui a considérablement augmenté le financement du Pentagone et du détesté Service de contrôle de l'immigration et des douanes (ICE) des États-Unis a été adopté au nom du soutien à l'Ukraine. Ce même budget a complètement éliminé le financement pour la COVID, ainsi que les installations fournissant des tests de dépistage et des vaccins gratuits, et l'aide aux soins de santé Medicaid pour environ 15 millions de personnes à la suite des coupures.



Tout cela a renforcé le vaste sentiment anti-guerre à l'échelle du pays et la grande colère face au fait que les États-Unis s'acharnent à faire encore plus la guerre alors que les conditions au pays se détériorent, avec une augmentation des sans-abris, de la pauvreté et de l'insécurité de toutes sortes. Ceci est également un échec de Biden, qui n'a pas réussi à convaincre les gens de le suivre. Au contraire, ils intensifient leur résistance, notamment par des grèves, et concluent de plus en plus que tous ceux qui sont au pouvoir sont incapes à gouverner. Les appels à un gouvernement anti-guerre et à une économie de paix trouvent un écho.

Joe Biden a tenté de répandre davantage de désinformation en défendant les actions des États-Unis et de l'OTAN comme étant « justes ». Il n'a pu s'empêcher de rappeler les conditions de la guerre civile aux États-Unis, en choisissant de citer Abraham Lincoln, président pendant la guerre civile américaine de 1860 à 1865. Disant que Poutine croit en « la loi du plus fort », Joe Biden a déclaré : « Dans mon propre pays, un ancien président du nom d'Abraham Lincoln a affirmé le contraire pour sauver notre Union en pleine guerre civile. Il a dit : 'Ayons la foi que le droit fait la force'. Le droit fait la force. » Lincoln n'a pas empêché la guerre civile et n'a résolu le conflit, entre les dirigeants, entre les deux systèmes de travail – l'un basé sur le travail des esclaves et l'autre sur le travail « libre » – que par une guerre violente.

Ce n'est pas Lincoln qui a émancipé les personnes réduites en esclavage. Ce sont elles qui l'ont fait, avec les ouvriers et les fermiers du sud et du nord. Ce sont également eux qui ont donné naissance à un épanouissement de la démocratie, brutalement écrasée par le gouvernement, tout cela au nom de « sauver l'Union ».

La menace d'une guerre civile ouverte s'accroît

Il convient de noter que loin de réussir à unir les forces opposées à l'intérieur des États-Unis, c'est la menace d'une guerre civile ouverte qui s'est accrue. La lutte au sujet du 6 janvier se poursuit, alors que de nombreux partisans de Biden poussent à l'inculpation de Trump et que de nombreux autres déclarent que cela déclencherait un conflit violent. Cela inclut les membres de la commission de la Chambre des représentants chargée d'enquêter sur le 6 janvier, qui sondent le terrain en vue de porter des accusations contre Trump, et les membres du département de la Justice qui n'ont pas encore porté d'accusations, mais qui laissent ouverte la possibilité de le faire.

Le 28 mars, un juge fédéral, dans le cadre d'une affaire portée par la commission de la Chambre, a statué que Trump a « vraisemblablement » enfreint la loi et « tenté de façon corrompue de faire obstruction » au Congrès par ses tentatives d'annuler les résultats de l'élection de 2020. Réflétant également les conflits entre l'État et le fédéral, à New York, un juge de la Cour suprême de l'État a maintenant déclaré que Trump et ses deux enfants aînés, Donald Jr et Ivanka, doivent témoigner. Il s'agit d'un procès civil concernant les affaires et les transactions financières de Trump. Le procureur du district de Manhattan a également engagé des poursuites pénales pour fraude fiscale. Certains considèrent qu'un verdict de culpabilité pourrait empêcher Trump de se présenter, d'autres que les charges devraient être abandonnées, tous espérant éviter un conflit violent.

En outre, ceux qui ont des ambitions présidentielles s'opposent ouvertement aux actions de Joe Biden, en Ukraine et ailleurs. Les sénateurs Ted Cruz du Texas et Marco Rubio de Floride sont parmi ceux-là. Ted Cruz s'est allié à Donald Trump et s'est joint à lui dans la tentative de coup d'État du 6 janvier. Rubio ne l'a pas fait et a voté pour la certification de l'élection. Cependant, il a été soutenu par Trump pour sa réélection au Sénat en novembre.

Tous deux se donnent un profil national en vue d'une éventuelle candidature à la présidence en 2024, en affrontant d'abord Donald Trump. Tous deux ont longtemps été associés aux forces mafieuses liées aux agences de renseignement américaines qui fomentent des assassinats et des contre-révolutions aux États-Unis et à l'étranger. Cela comprend notamment les efforts pour obtenir un changement de régime à Cuba, au Venezuela, au Nicaragua et dans d'autres pays des Amériques et des Caraïbes, un rôle dirigeant dans l'affaire Iran-Contra, l'utilisation de certains seigneurs de guerre et de moudjahidines rémunérés contre les Soviétiques en Afghanistan et les crimes commis par des forces pro-nazies mercenaires dans l'ex-Yougoslavie. La Floride et le Texas sont les principaux endroits à partir desquels ils opèrent.

Le sénateur Rubio, vice-président de la Commission sénatoriale du renseignement, a par exemple appelé les États-Unis à trouver un moyen d'envoyer des avions de combat en Ukraine, alors même que Joe Biden et le Pentagone affirmaient que cela ne se produirait pas. Marco Rubio a également été parmi ceux qui n'ont pas condamné un tweet du sénateur Lindsey Graham, de la Caroline du Sud, selon lequel quelqu'un devrait assassiner le président russe Vladimir Poutine et « éliminer ce type ».

Dans un article d'opinion publié dans le *Washington Post*, Marco Rubio a exhorté Joe Biden à prendre davantage de mesures contre la Chine. L'éditorial vise particulièrement le Parti communiste chinois (PCC) et appelle à punir la Chine immédiatement. « Au lieu de coopérer avec Beijing, les États-Unis doivent agir pour l'empêcher de renforcer Poutine et de saper la liberté », a déclaré Marco Rubio. « Pour protéger notre sécurité nationale et économique, nous devons nous assurer que [le président chinois] Xi et le PCC paient le prix de ce partenariat » avec la Russie, a-t-il ajouté. Il a présenté un projet de loi qui imposerait des sanctions à toute banque chinoise qui tenterait de faire des affaires avec la Russie. Alors que Joe Biden a également mis en garde la Chine, Rubio incite à des actions immédiates beaucoup plus sévères. Il reflète également la crainte que la Chine, avec la Russie, l'Inde et d'autres pays, ne crée une architecture financière indépendante du dollar américain – une arme principale de la domination américaine.

De telles demandes sont un défi au rôle de Joe Biden en tant que chef du pouvoir exécutif doté de pouvoirs de prérogative en matière d'affaires étrangères et en tant que commandant en chef. Elles reflètent le dysfonctionnement du Congrès et son conflit avec la présidence. S'exprimer en public contre le président et le commandant en chef est devenu monnaie courante parmi les militaires, la bureaucratie civile, y inclus les diplomates de haut rang. C'est un autre signe que, bien que des fonds de guerre aient été obtenus du Congrès pour financer le Pentagone et l'Ukraine, l'espoir de Biden d'unifier les forces rivales au Congrès et dans la bureaucratie militaire et civile ne donne pas de résultats.

Les conditions de la guerre civile se manifestent également dans les conflits au sein des rangs républicains, d'autant plus que la contestation pour la présidence s'intensifie. Le sénateur Rick Scott, également de Floride, est le chef de campagne des républicains du Sénat pour les prochaines élections de novembre. Il est allié à Trump et est en conflit direct avec l'actuel chef des républicains du Sénat, Mitch McConnell.

Rick Scott se compare ouvertement au général de la guerre civile Ulysses S. Grant. Il compare sa situation dans sa lutte contre ses collègues républicains à celle de Grant à Vicksburg, où Grant a ordonné de multiples assauts sanglants sur le bastion confédéré et a fini par le prendre. « Je me vois plutôt comme Grant prenant Vicksburg, et je pense qu'en conséquence, je serai toujours perçu comme un outsider », a déclaré Scott dans une entrevue : « Je vais continuer à faire ce en quoi je crois, que tout le monde soit d'accord avec moi ou pas. »

Le dysfonctionnement des institutions existantes, les conflits de plus en plus ouverts et hostiles, l'incapacité de Biden et de Trump, d'Obama et de Clinton avant lui, à unir les forces rivales et à unir le peuple, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, derrière la présidence des États-Unis, sont le signe d'un système de gouvernement défaillant avec des dispositions constitutionnelles obsolètes. La Constitution américaine, avec ses arrangements d'inégalité et le maintien des riches au pouvoir et l'exclusion du peuple du pouvoir, n'est ni moderne ni démocratique.

Les échecs de Joe Biden viennent aussi du fait que les énormes pouvoirs de production humaine qui existent maintenant ne sont pas sous le contrôle des dirigeants. Ce qu'ils ne peuvent pas contrôler, ils le détruisent, y compris par leurs guerres de destruction. Ces immenses pouvoirs créés par les êtres humains peuvent être maîtrisés si le peuple est investi du pouvoir et que celui-ci sert ses intérêts tout en protégeant la Mère Nature.

Présentement, l'ensemble des relations humaines, toutes les relations entre les humains et les humains et entre les humains et la nature, sont telles que le besoin d'investir le peuple du pouvoir est à la fois une réalité et une nécessité. Les conditions l'exigent, comme le montrent également les menaces d'une guerre plus grande et de l'intensification des conflits.

Les peuples du monde ont de fortes positions anti-guerre, de puissants désirs de relations fraternelles entre les peuples, de relations d'avantage et de respect réciproques. Les États-Unis et leur quête de domination mondiale sont la principale force qui fait obstacle à de telles relations, à l'organisation de l'harmonisation des relations et au développement des démocraties modernes où le pouvoir est aux mains du peuple.

Des signes que les sanctions anti-russes auront l'effet inverse
Seulement 48 pays sur 193 participent
aux sanctions contre la Russie

Seulement 48 pays participent aux sanctions imposées à la Russie par les États-Unis. « La plupart des pays sont en Europe et en Amérique du Nord, avec six de leurs plus proches partenaires dans la région de l'Asie-Pacifique. Cela ne représente même pas le quart des 193 membres des Nations

unies », souligne *germanforeignpolicy.com*. Trois quarts des États membres de l'ONU refusent de s'y conformer, en dépit d'une pression considérable exercée sur eux. L'Inde augmente son achat de pétrole russe et continue de développer un système de paiement indépendant du dollar US et de SWIFT (le fournisseur mondial de services de messagerie financière sécurisés pour les banques et financiers majeurs). Le volume de l'importation par l'Inde cette année est déjà à 13 millions de barils – presque l'équivalent du total des importations de 2021 (16 millions de barils). L'Inde cherche aussi à importer davantage de charbon à coke pour la production d'acier et se procure de grandes quantités d'huile de tournesol russe, qui se fait rare en Europe occidentale en raison des sanctions

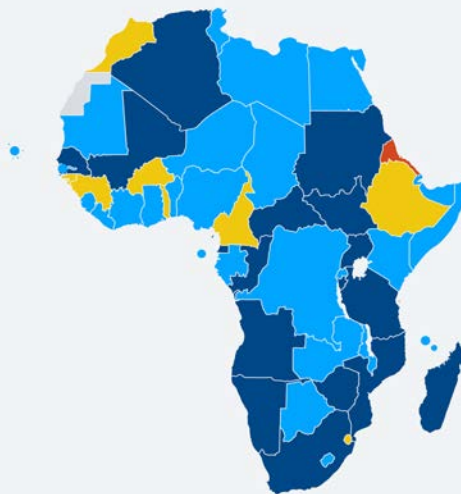


Manifestation en République centrafricaine, le 6 mars 2022

Le 11 avril, des discussions de « deux plus deux » entre l'Inde et les États-Unis sont prévues. Il s'agit d'une rencontre régulière entre les ministres des Affaires étrangères et de la Défense des deux pays. Les experts disent que les États-Unis voudraient que ces discussions creusent un fossé entre New Delhi et Moscou. « En préparation des pourparlers, un grand nombre de représentants se rendent en Inde pour systématiquement augmenter la pression », écrit *germanforeignpolicy.com*. Victoria Nuland, sous-secrétaire d'État pour le département d'État des États-Unis, a visité la capitale indienne pour y tenir des pourparlers. Le 30 mars, le conseiller-adjoint de la sécurité nationale Daleep Singh est arrivé. Il est le principal architecte des sanctions contre la Russie. Le rapport ajoute : « Dans le cadre d'un va-et-vient de visiteurs occidentaux qui prend des allures de harcèlement, Jens Plotener, le conseiller de la politique étrangère du chancelier (allemand) Olaf Scholz, est aussi allé à New Delhi le 30 mars. Le 31 mars, la secrétaire aux Affaires étrangères britannique Liz Truss, d'une part, et le ministre russe des Affaires étrangères Sergei Lavrov, de l'autre, sont arrivés dans la capitale indienne pour des pourparlers. ». Le rapport se poursuit :

How Africa voted on the UN Ukraine declaration

■ For ■ Against ■ Abstained ■ Absent
 ■ Not a UN member



Source: UN | digitallibrary.un.org/record/3959039

« Entretemps, la pression grandissante exercée par l'Occident a commencé à provoquer des réactions de la part de New Delhi. Le 22 mars, l'ambassadeur indien à Moscou a participé à une réunion entre lui et ses homologues du Brésil, de la Chine et de l'Afrique du Sud et le ministre des Affaires étrangères Sergei Lavrov – un signe que le format BRICS [de ces cinq pays] n'a pas été

abandonné, en dépit de l'intervention de la Russie en Ukraine ou de la vive tension entre l'Inde et la Chine. Les observateurs occidentaux ont méticuleusement noté que, jusqu'ici, aucun des États de BRICS n'a fait de déclarations condamnant publiquement l'intervention de la Russie. Le 25 mars, le ministre des Affaires étrangères de la Chine Wang Yi a rendu une visite surprise à son homologue indien Subrahmanyam Jaishankar à New Delhi. La première visite de Wang Yi depuis l'escalade du conflit frontalier entre l'Inde et la Chine en mai 2020 avait été éclipsée par ce conflit, mais sans exclure d'autres sujets. On avait prêté de l'importance à la discussion sur la guerre en Ukraine et la campagne de sanctions occidentales contre la Russie. Comme c'est le cas pour l'Inde, la Chine subit aussi les pressions de l'occident, la différence étant cependant que l'Occident, jusqu'à maintenant, a cherché à éviter de nuire à ses relations avec New Delhi, parce qu'il a besoin de l'Inde dans sa lutte de pouvoir avec Pékin. »

La Russie cherche aussi à développer une architecture financière indépendante du dollar US. Sa demande que les achats de gaz et de pétrole se fassent en roubles fait partie de cela. La Russie compte créer des comptes de banque, en Russie, pour les pays acheteurs de gaz et de pétrole, pour qu'ils puissent le faire en roubles. Même si le G7 a proclamé le 28 mars qu'il n'appuierait pas l'exigence de la Russie de se faire payer en roubles, les Européens ont fait part de leurs préoccupations. La France, par exemple, a demandé aux pays « qui le pouvaient » de conserver l'énergie, y compris l'électricité et le gaz, et de mettre l'accent surtout sur les entreprises et les installations publiques. L'Italie a déjà émis une « pré-alerte sur les risques » en ce qui concerne ses journées d'approvisionnement en gaz naturel à la suite de l'éclatement du conflit en Ukraine.

Le ministre allemand de l'économie et le vice-chancelier Robert Habeck ont déclenché un système « d'alerte précoce » le 30 mars, le premier de trois niveaux de réponse pour créer une équipe de crise et accélérer la surveillance de l'approvisionnement en gaz. L'Allemagne importe près de 55 % de son gaz de la Russie, 33 % de son pétrole et 45 % de son charbon, et leurs réserves ne sont actuellement qu'à près de 25 % de leur capacité.

Habeck a dit que l'Allemagne était prête pour un arrêt soudain des approvisionnements russes en gaz mais a averti que les impacts pourraient être « considérables » et il a exhorté les consommateurs à éviter une pénurie en réduisant leur consommation, disant que « chaque kilowatt d'énergie épargnée aide ». Le deuxième niveau d'alerte exigerait des compagnies de l'industrie du gaz qu'elles prennent les mesures nécessaires pour réglementer l'approvisionnement. Le troisième exigerait que l'État intervienne pour veiller à ce que ceux qui ont le plus besoin de gaz – comme les hôpitaux et les ménages privés – en reçoivent, a dit Habeck.

Il n'est pas certain que les oligopoles privés vont suivre. Les oligopoles de pétrole et de gaz américains Halliburton et Koch, par exemple, n'ont pas quitté la Russie comme le gouvernement américain l'a demandé. En outre, la question de savoir si l'Allemagne s'en tiendra à ne pas se procurer plus de pétrole et de gaz en payant en roubles ou si elle le fera pour éviter les « impacts considérables » – y compris une plus grande résistance du peuple – ne peut être prédite ni par les États-Unis ni par l'OTAN. Ce qui est clair est que la Russie peut se trouver d'autres domaines d'exportation et peut avoir recours à d'autres tactiques telles que limiter les approvisionnements.

Aussi, de façon vraiment cruelle, lors de réunions avec l'OTAN, Biden a parlé de pénuries alimentaires sans se soucier des conséquences pour la classe ouvrière : « En ce qui concerne les pénuries alimentaires, oui, nous en avons parlé et elles seront réelles. Le prix de ces sanctions n'est pas imposé uniquement à la Russie. Il est aussi imposé à un grand nombre de pays, dont des pays européens et le nôtre aussi parce que, entre autres choses, la Russie et l'Ukraine ont été le grenier de l'Europe en blé. »

À cet égard, Cargill est un des principaux oligopoles alimentaires qui n'ont pas quitté la Russie et, comme les oligopoles de guerre, il profite du conflit actuel. Les profits des oligopoles énergétiques et alimentaires montent déjà en flèche, pendant que le peuple porte le fardeau des hausses des prix des aliments, du gaz et des autres denrées.

L'impact des sanctions en Europe et aux États-Unis

Le président Biden a promis d'« aider » l'Europe sur le front énergétique, en raison de sa dépendance à la Russie en pétrole et en gaz. En 2021, l'Union européenne a importé près de 132,4 milliards de mètres cubes de gaz naturel. Biden a promis 15 milliards de mètres cubes, ce qui ne représente qu'une goutte d'eau dans l'océan et est loin de répondre aux besoins immédiats en production industrielle, pour le chauffage des maisons, et plus encore. LA COVID a déjà fait en sorte qu'il y a eu des interruptions et les sanctions américaines ne font qu'aggraver la situation. La Russie a contrecarré les sanctions américaines en exigeant que le gaz et le pétrole soit achetés en roubles.

Dans son discours à Varsovie, Joe Biden a soutenu : « À la suite de ces sanctions sans précédent, le rouble a presque été immédiatement anéanti. » Il a dit que 200 roubles équivalent à un dollar pour démontrer que l'économie russe est « en passe d'être réduite de moitié dans les années à venir ». En fait, le rouble rebondit depuis le 22 mars, alors qu'il équivaut à moins de 85 par rapport au dollar et est toujours en baisse – en partie en raison de l'exigence russe que le pétrole et le gaz soient payés en roubles, ce que quoi l'Europe ne peut pas empêcher.

La porte-parole du Conseil de la Fédération russe Valentina Matviyenko a dit le 1er avril que la Russie serait exposée à des risques insensés si elle continuait de vendre du gaz à des pays hostiles en dollars et en euros. Les deux devises ont perdu leur crédibilité, a-t-elle dit lors d'une réunion consacrée au développement par la Russie de réseaux régionaux de distribution de gaz au détail. Le premier ministre adjoint Alexander Novak y a aussi participé.

« Sous l'effet d'intenses pressions et de sanctions illégitimes, nous préférons agir en tant que membre responsable de la communauté économique internationale. Nous n'avons rien fait qui puisse détériorer les conditions pour nos partenaires qui sont les bénéficiaires de nos hydrocarbures. Tous les contrats avec eux demeurent : les dates d'approvisionnement, les quantités et les prix définis en euros et en dollars. L'unique différence est que les affaires seront réglées en roubles », a dit Valentina Matviyenko.

« Personne ne devrait dramatiser ou politiser la situation. C'est notre droit souverain et notre décision souveraine. Par le passé, nous étions payés pour le gaz en dollars et en euros, et une partie des paiements était versée dans nos réserves d'or et de devises étrangères. On nous a privés de la possibilité d'y avoir recours. En réalité, il s'agit d'une violation flagrante du droit international et du commerce international. Nous n'accepterons plus de paiements en devises qui ont perdu toute crédibilité. Vendre des hydrocarbures sans être payés à la date prévue équivaudrait à demander la charité », a-t-elle ajouté.

La nouvelle façon de payer en roubles le gaz des pipelines russes pour les acheteurs que la Russie considère comme étant des pays hostiles est entrée en vigueur le 1er avril. Dans un communiqué publié par Gazprom, il est dit que les acheteurs sont obligés d'ouvrir des comptes spéciaux en roubles et en devises étrangères avec Gazprombank pour payer leurs approvisionnements en gaz. La conversion des devises se fera en devises russes. Dans le cas de paiements incomplets, les douanes russes sont autorisées à interdire les livraisons. La commission gouvernementale de l'investissement étranger en Russie a le droit d'exempter des acheteurs sur une base individuelle, a dit Gazprom.

La liste de pays hostiles comprend les États-Unis, le Canada, les pays de l'Union européenne, la Grande-Bretagne (y compris Jersey, Anguilla, les Îles Vierges britanniques et le Gibraltar), l'Ukraine, le Monténégro, la Suisse, l'Albanie, Andorre, l'Islande, le Liechtenstein, Monaco, la Norvège, San Marino, la Macédoine du Nord, ainsi que le Japon, la Corée du Sud, l'Australie, la Micronésie, la Nouvelle-Zélande, le Singapore et Taiwan (considéré comme territoire de la Chine, mais gouverné par sa propre administration depuis 1949).

Entretemps, en raison de la hausse de prix et de la spéculation, le prix du pétrole continue de planer au-dessus de 100 dollars le baril. Les États-Unis ont annoncé la « distribution historique » d'un million de barils par jour à partir de la réserve d'urgence du pays le 31 mars, un jour avant que les pays européens doivent commencer à payer le pétrole et le gaz russe en roubles et quelques heures seulement avant que la réunion ministérielle de l'OPEC+, l'OPEC et les pays non-OPEC aient accepté une autre modeste augmentation de leur production. Même le ministre de l'Énergie saoudien, qui dépend des États-Unis pour défendre ses intérêts, a dit qu'OPEC+ ne mêlera pas la politique aux décisions touchant à la production.

L'administration américaine a dit par voie de communiqué que la distribution serait d'une durée de six mois, pour un total de près de 180 millions de barils par jour, siphonnant presque un tiers de la Réserve pétrolière stratégique des États-Unis (SPR).

« L'ampleur de cette distribution est sans précédent : le monde n'a jamais connu une distribution de pétrole en réserve au rythme de 1 million par jour sur une aussi longue période », a dit la Maison-Blanche. « Cette distribution sans précédent fournira un montant historique d'approvisionnements qui permettront de se rendre jusqu'à la fin de l'année lorsque la production domestique s'intensifiera. » Cette mesure vise en partie à atténuer la colère montante face à l'augmentation en flèche du prix du gaz tout en garantissant des approvisionnements en pétrole à l'armée, à elle seule la plus grande consommatrice de pétrole.

Ce qui ressort aussi est que les États-Unis se sont de diverses façons tirés une balle dans le pied en imposant des sanctions contre l'importation du pétrole, du gaz et du charbon russes. Le 8 mars, la Maison-Blanche a annoncé :

« Aujourd'hui, le président Biden a signé un Décret présidentiel pour interdire l'importation de pétrole, de gaz naturel liquéfié et de charbon russes aux États-Unis – un geste significatif jouissant d'un vaste appui bipartisan qui va davantage priver le président Poutine des ressources économiques dont il a besoin pour poursuivre la guerre inutile qu'il a choisi de mener. »

Le décret présidentiel interdit l'importation aux États-Unis de pétrole brut russe et de certains produits pétroliers, de gaz naturel liquéfié et de charbon. L'année dernière, les États-Unis ont importé près de 700 000 barils par jour de pétrole brut et de produits pétroliers raffinés de la Russie et cette mesure vise à priver la Russie de milliards de dollars de revenus des États-Unis. Cependant, l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis a informé que cette semaine se terminant le 26 mars, les États-Unis avaient importé 100 000 barils par jour de pétrole brut russe et que les oligopoles tels que Haliburton et Koch sont toujours actifs en Russie.

Depuis 2019, les États-Unis ont imposé un embargo sur les importations de pétrole lourd en provenance du Venezuela et les a remplacées par des importations de variétés de lourd provenant de l'Oural en Russie. Ils ont envoyé deux représentants à Caracas le 5 mars prétendument pour négocier la possibilité d'obtenir du pétrole vénézuélien. Aucun accord n'a été annoncé ou semble être en train d'être préparé. L'absence de volonté de la part des États-Unis d'accepter les conditions posées par le Venezuela, soit la levée de toutes ses sanctions et la restitution de tous les biens saisis illégalement, y a probablement contribué.

Le diesel et l'huile de chauffage sont faits de longues chaînes carbonées. Les types de pétrole brut plus légers ne contiennent pas ces chaînes. C'est possible de créer des chaînes carbonées plus longues à partir de chaînes plus courtes mais ces procédés sont dispendieux. Il est beaucoup plus facile de commencer avec du pétrole brut lourd et de le décomposer au besoin. Certains intérêts au Canada au service de l'industrie du pétrole et du gaz saisissent l'occasion pour faire du lobbying pour augmenter le nombre de pipelines approuvés pour livrer du pétrole lourd aux raffineries de la côte du Golfe.

Il y avait déjà des pénuries de diesel même avant que les sanctions commencent. Le diesel est consommé par les forces militaires. Il sert au transport de fret livrant des produits aux

consommateurs. Par exemple, près de 90 % des livraisons d'aliments frais aux États-Unis se font par camions à base de diesel. Le diesel est aussi le combustible utilisé dans le transport industriel. Alors que les raffineries russes réduisent leurs taux de production suite à plusieurs vagues de sanctions occidentales, l'approvisionnement déjà réduit de diesel va devenir encore plus réduit, ce qui va provoquer l'insatisfaction et la résistance des camionneurs et d'autres travailleurs, ainsi que d'importants intérêts privés ayant besoin de diesel.

« Les gouvernements comprennent très bien qu'il existe un lien clair entre le diesel et le PIB, puisque tout ce qui entre et sort d'une usine est mu par le diesel », a dit à Reuters le 1er avril le directeur général de Fuels Europe, qui fait partie de l'Association européenne du raffinage de pétrole. « L'Europe importe près de la moitié de son diesel de la Russie et près de la moitié de son diesel du Moyen-Orient. C'est là que se trouve le déficit systémique de diesel », a noté Russell Hardy de Vitol plus tôt cette semaine. Vitol est un négociant majeur d'énergie et de produits de base.

Dans un article pour Reuters, John Kemp a dit que l'Europe n'est pas la seule à connaître des difficultés financières alors que les stocks connexes sont aussi en déclin aux États-Unis.

Comme pour les autres efforts de Joe Biden visant à utiliser les sanctions pour unir l'Europe derrière le diktat américain dans ses actions pour écraser la Russie, les sanctions liées au pétrole et au gaz ont exactement l'effet contraire.

Le Canada utilise les sanctions contre la Russie pour promouvoir une plus grande intégration à l'économie de guerre des États-Unis

– Fernand Deschamps –

Les cercles dirigeants du Canada se servent des événements en Ukraine, de l'hystérie belliciste contre la Russie, et plus particulièrement des sanctions énergétiques imposées à la Russie, pour réclamer une plus grande intégration du secteur énergétique canadien à l'économie de guerre des États-Unis. Plusieurs exemples au cours de la semaine du 21 au 25 mars montrent comment la question énergétique est utilisée dans le but d'intégrer encore plus le Canada dans la machine de guerre des États-Unis.

Le 24 mars, l'Agence internationale de l'énergie (AIE) a entamé sa réunion ministérielle de deux jours à Paris, en France, en publiant une déclaration des membres qui reprend le discours des États-Unis et de l'OTAN justifiant leurs sanctions illégales contre la Russie dans le but de l'isoler et de l'écraser.

« L'invasion de la Russie menace la sécurité énergétique mondiale et les principes démocratiques. Les actions de la Russie, y compris son utilisation de l'énergie comme une arme, menacent l'ordre international fondé sur des règles qui a prévalu depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale. L'énergie ne devrait jamais être utilisée comme un moyen de coercition politique ou pour menacer la sécurité nationale. »

Le directeur général de l'AIE, Fatih Birol, a déclaré que tous les pays membres sont arrivés au sommet de l'organisation armés de plans, de politiques et de divers autres outils pour réduire la dépendance au pétrole et au gaz russes. « Il s'agissait de politiques différentes, de mesures différentes, de calendriers différents, mais d'un seul objectif : réduire radicalement les importations de pétrole et de gaz russes », a déclaré Fatih Birol.

L'AIE est actuellement composée de 31 États membres. Elle a été créée en 1973-1974 par les États

membres de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) qui étaient dépendants des importations de pétrole – comme les États-Unis, le Japon, les pays européens et le Canada – pour contrer l'influence de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP). Les nations de l'OPEP avaient réduit de manière radicale leurs exportations en opposition à l'agression israélienne de 1973, parrainée par les États-Unis, contre les pays arabes voisins, comme l'Égypte, la Syrie, la Jordanie et le Liban.

Ce sont les pays liés à l'AIE qui utilisent l'énergie comme une arme. Après avoir rencontré ses homologues mondiaux à Paris la même semaine que la réunion de l'AIE, le ministre canadien des Ressources naturelles, Jonathan Wilkinson, s'est engagé à extraire davantage de pétrole et de gaz « pour atténuer la crise énergétique de l'Europe ».

« Nous avons nos alliés européens qui sont confrontés à la perspective de ne pas pouvoir chauffer leurs maisons ou de ne pas pouvoir remplir leurs camions pour desservir leurs épiceries et leurs restaurants. Il serait incroyablement irresponsable de la part du Canada de dire 'nous ne nous en soucions pas' », a déclaré M. Wilkinson aux journalistes.

Le 24 mars, Jonathan Wilkinson a annoncé que l'industrie canadienne devrait augmenter sa production de pétrole de 200 000 barils par jour, et l'équivalent de 100 000 barils de gaz naturel par jour, d'ici la fin de l'année.

À l'heure actuelle, le Canada produit environ 4,7 millions de barils de pétrole par jour, et exporte environ quatre millions de barils de pétrole par jour, dont 99 % aux États-Unis. Plus des trois quarts des exportations de pétrole brut du Canada vers les États-Unis vont aux raffineries du Midwest et aux raffineries et ports de la côte du golfe du Mexique, principalement par pipeline, mais aussi par train. Le pétrole est également exporté par le pipeline Trans Mountain, dont la majorité est acheminée par pipeline vers les raffineries de l'État de Washington, et par les chemins de fer qui mènent à la raffinerie de pétrole d'Irving et à l'installation portuaire de la côte Est située à St. John, au Nouveau-Brunswick.

À la suite du sommet du G7 qui s'est tenu à Bruxelles le 23 mars, le premier ministre Justin Trudeau a indiqué dans une déclaration conjointe avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, que des responsables se rencontreraient la même semaine pour discuter du renforcement de la coopération dans le domaine de l'énergie et de l'élimination de la dépendance du bloc européen à l'égard de l'énergie russe.

« Un groupe de travail qui se consacrera à la transition verte et au gaz naturel liquéfié est mis sur pied, et son mandat sera d'établir un plan d'action concret à ces égards », indique la déclaration.

L'année dernière, la Russie a exporté environ 4,6 millions de barils par jour de pétrole brut, selon le groupe de consultants en énergie Wood Mackenzie. Il affirme que ces exportations ont chuté en raison des sanctions économiques et énergétiques généralisées prises à l'encontre du pays.

Si le Canada peut augmenter sa propre production de pétrole de 200 000 barils par jour, cela n'aura pas beaucoup d'impact pour compenser les exportations russes, a noté le groupe de consultants. Il a ajouté qu'au contraire, cela pourrait aider les États-Unis, qui cherchent à remplacer environ 500 000 barils de pétrole qu'ils importaient de Russie.

Une feuille de route pratique pour parvenir à l'indépendance vis-à-vis des carburants russes a fait l'objet d'un « va-et-vient intense » ces dernières semaines, a déclaré à la presse le conseiller américain à la sécurité nationale, Jake Sullivan, la semaine même où se tenait le sommet de l'AIE.

Des intérêts privés étroits en tête de liste

Le jour même où l'AIE a conclu son sommet de deux jours, Victor Dodig, président et chef de la direction de la Banque Canadienne Impériale de Commerce et nouveau président du Conseil

canadien des affaires (CCA), a tenu une réunion zoom avec les journalistes lors de son voyage d'une semaine à Washington où il a rencontré ses homologues américains et mexicains.

« Nous avons parlé de la résilience énergétique, a déclaré Victor Dodig. « Nous avons parlé de la résilience de l'alimentation et de l'agriculture. Nous avons parlé de la résilience de nos chaînes d'approvisionnement manufacturières. [...] »

Victor Dodig, ainsi que le président du CCA, Goldy Hyder, ont déclaré que leurs homologues américains et mexicains « ont posé des questions principalement sur l'énergie ».

« Il est important que nous fassions bien les choses, a ajouté Victor Dodig. Il est important que nous soyons considérés comme un acteur constructif à la fois dans notre région et au niveau mondial. »

La délégation du CCA composée de Victor Dodig et Goldy Hyder a rencontré le président de la Commission de l'énergie et des ressources naturelles du Sénat américain, le sénateur démocrate Joe Manchin de la Virginie de l'Ouest, et le sénateur républicain Pat Toomey de Pennsylvanie, qui, selon Goldy Hyder, ont été « très réceptifs » aux idées de la délégation.

Au cours de la semaine où Victor Dodig était à Washington, il a également été question de l'obligation pour le Canada, en tant que membre de l'OTAN, de respecter son engagement de consacrer 2 % de son produit intérieur brut (PIB) aux dépenses militaires.

« Le Canada doit investir, en tant que membre de l'OTAN, à la hauteur des attentes que l'OTAN se fixe à elle-même et à ses membres, a déclaré Victor Dodig. Je crois que nous pouvons le faire, et je crois que nous pouvons le faire de manière raisonnable pour que tout le monde en profite grâce à la paix et à la stabilité. »

Trois jours après les propos tenus par Victor Dodig, le gouvernement Trudeau a annoncé qu'il allait entamer des négociations pour l'achat de 88 avions de chasse F-35 de Lockheed Martin, au coût de 19 milliards de dollars.

Au cours de cette même semaine d'annonces, la Commission fédérale de régulation de l'énergie des États-Unis a donné son accord pour reconsidérer l'achèvement de trois gazoducs interétatiques, dont le controversé et largement opposé gazoduc Mountain Valley Pipeline. Un autre gazoduc, l'Atlantic Coast Pipeline, qui aurait également pu acheminer le gaz obtenu par fracturation de la Virginie de l'Ouest vers le port maritime stratégique de Norfolk, en Virginie, avait déjà été annulé en raison de l'opposition populaire au projet.

En plaidant pour l'achèvement du Mountain Valley Pipeline qui transportera du gaz de fracturation depuis la Virginie de l'Ouest, l'État dont il est un des élus, le sénateur Joe Manchin a déclaré le 3 mars que « les États-Unis, en collaboration avec nos alliés, peuvent mettre fin à la capacité de Poutine d'utiliser l'énergie comme arme contre l'Ukraine et nos alliés de l'OTAN. ». Ironiquement, Joe Manchin est favorable au même type d'approche que les États-Unis, présentant la nécessité d'utiliser les combustibles fossiles et les infrastructures nord-américaines comme un moyen de « renforcer notre capacité à utiliser l'énergie comme un outil géopolitique pour lutter pour nos valeurs



à l'étranger et soutenir nos partenaires stratégiques ».

Voilà pour ce qui est de ne pas utiliser l'énergie comme arme.

Alors que le sénateur américain Joe Manchin parlait de construire des infrastructures pour contrer la Russie et prendre le contrôle des marchés européens des combustibles fossiles, le premier ministre de l'Alberta, Jason Kenney, a gazouillé dans le même sens : « Si le Canada veut vraiment aider à désarmer Poutine, alors construisons des pipelines ! L'Alberta est prête, désireuse et capable de fournir l'énergie nécessaire pour évincer la Russie des marchés mondiaux. Message à Ottawa et Washington : arrêtez d'aider Poutine et l'OPEP en tuant la construction de pipelines. »

Selon Tristan Goodman, président de l'Association des explorateurs et des producteurs du Canada (EPAC), il existe des possibilités d'augmenter la production des combustibles fossiles pour résoudre les problèmes d'accessibilité financière en Amérique du Nord et le problème de sécurité énergétique dans le monde, mais ce n'est pas une certitude.

« Vous aurez besoin que les investisseurs aient confiance dans le fait qu'ils doivent augmenter la production. Et si vous n'avez pas la confiance des investisseurs, vous ne verrez pas d'augmentation de la production », a-t-il déclaré.

Tristan Goodman, qui a participé à un panel axé sur l'énergie canadienne lors de la semaine CERA (Cambridge Energy Research Associates) parrainée par Standard&Poor Global à Houston au début du mois de mars, faisait référence au fait que ces dernières années, au lieu d'augmenter la production de pétrole et de gaz, les investisseurs ont poussé les compagnies pétrolières à donner plus d'argent aux actionnaires.

« À long terme, ou à moyen terme, il faut que se tienne une discussion avec les Canadiens sur des infrastructures liées au gaz naturel et au pétrole », a ajouté Tristan Goodman. En d'autres termes, les gouvernements doivent intervenir en proposant davantage de stratagèmes pour payer les riches afin de rétablir ce qu'ils appellent la « confiance des investisseurs ».

Le pétrole canadien : un « cadeau du ciel » pour les impérialistes américains

Le 23 mars, un haut dirigeant de la Chambre de commerce des États-Unis a déclaré qu'il préférerait voir le pays se concentrer sur les importations de pétrole du Canada plutôt que sur d'autres partenaires potentiels. Le Centre canadien de l'énergie, une société mise sur pied par le gouvernement de l'Alberta, rapporte :

« D'un point de vue purement et égoïstement centré sur les États-Unis, nous devrions être prudents et très particuliers quant à l'endroit d'où nous importons', déclare Christopher Guith, vice-président principal de l'Institut Global Energy de la Chambre de commerce des États-Unis.

« Nous avons une administration qui supplie actuellement l'OPEP, en particulier le Venezuela et peut-être même l'Iran, d'augmenter la production alors que le Canada dispose d'une importante capacité de réserve, surtout à long terme, qui pourrait être mise en service. Mais la capacité de réserve n'est pas là, principalement parce que cette administration a révoqué les permis pour le pipeline Keystone XL le premier jour de son mandat.'

« Christopher Guith affirme que les importations américaines de pétrole canadien – qui ont doublé entre 2005 et 2019, selon l'Agence d'information sur l'énergie des États-Unis – ont été un 'cadeau du ciel' pour la 'sécurité énergétique'.

« Si vous regardez les 25 dernières années, la mise en ligne de la production des sables bitumineux de l'Alberta est le deuxième avènement le plus important pour la sécurité énergétique des États-Unis, juste après notre propre révolution du schiste. Elle a incroyablement transformé notre

économie énergétique et nous a permis de repousser les importations de l'OPEP', dit-il. [...]

« [I] est plus logique qu'une grande partie du pétrole américain soit vendue sur les marchés mondiaux alors que les raffineries américaines s'en tiennent au pétrole lourd canadien, dit Christopher Guith. 'Il est plus économique pour les États-Unis d'exporter une bonne partie du brut léger et peu sulfureux qu'ils produisent et d'importer ensuite le brut lourd du Canada', dit-il.

« 'Si nous pouvions obtenir tout ce dont nous avons besoin, nous n'aurions même pas à nous préoccuper du Venezuela, ou potentiellement de l'Arabie saoudite, voire de la Russie, d'autres producteurs de brut lourd, mais le manque de capacité d'absorption limite la quantité de brut que nous obtenons du Canada. Et donc, nous devons nous tourner vers d'autres pays comme la Russie.' »[1]

Un rapport du Centre canadien d'information sur l'énergie note : « Une industrie pétrolière et gazière américaine forte est un élément essentiel de la prospérité économique et du réseau nord-américain de sécurité énergétique qui relie le Canada, les États-Unis et le Mexique. » Il omet de préciser que cette « forte industrie pétrolière et gazière américaine est un élément critique », non pas pour notre prospérité commune, mais en tant que pilier de l'économie américaine et de sa gigantesque armée d'agression déployée dans le monde entier qui ne pourrait pas fonctionner sans le pétrole et le gaz canadiens.

Tout cela montre qu'aucun de ces plans n'aidera le secteur énergétique canadien à devenir un élément important dans la création d'une économie autosuffisante, une économie qui répond aux besoins de la population, qui développe des relations commerciales avec d'autres pays sur la base de l'avantage et du respect réciproques, et qui contribue à faire du Canada un facteur de paix à l'échelle mondiale, au lieu de guerres d'agression, d'occupation et de changement de régime.

Ce que ces plans signifient, c'est que la direction actuelle de l'économie, qui consiste à payer les riches, continuera de causer des ravages dans tout le pays. Les gouvernements fédéral et provinciaux continueront de s'affronter et de s'entendre pour intensifier l'extraction des combustibles fossiles tout en faisant la promotion d'une « économie verte ». Les citoyens continueront à payer des « taxes sur le carbone » alors que le gouvernement fédéral affirme qu'il respecte ses obligations en matière de réduction des émissions de carbone.

De manière significative, cela signifie la poursuite de la politique de construction de pipelines en divisant les travailleurs, en opposant le bien-être de l'environnement et les droits ancestraux des peuples autochtones au besoin en emplois. Cela signifie qu'ils vont intensifier leur violation des droits ancestraux des autochtones à décider de ce qui se passe sur leurs territoires et criminaliser davantage la dissidence, tout en n'assumant aucune responsabilité pour les dommages causés à la terre, à l'eau et à la santé des gens.

Le peuple exige une nouvelle direction prosociale de l'économie qui lui donne le contrôle de l'environnement naturel et social.

Note

1. « Canadian oil a 'godsend' for U.S. energy security : Chamber of Commerce leader - Reliable supply supports jobs and helps lower consumer energy costs », Deborah Jaremko, 23 mars 2022, Centre canadien de l'énergie.

(Avec des informations du Financial Post, la CBC, l'AIE, Centre canadien d'information sur l'énergie, Appalachian Voice et National Observer)

**Des actions résolues soulignent la Journée pour l'élimination
de la discrimination raciale**

**Des actions militantes dans tout le Canada pour
réclamer des droits et un statut pour toutes et tous**



Toronto

Pour marquer la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, des actions ont été organisées dans des communautés à travers le Canada, en coordination avec des actions menées en Jamaïque, aux îles Caïmans, à Sainte-Lucie, à Saint-Vincent-et-les-Grenadines et à Trinidad — des pays d'où viennent chaque année des travailleurs agricoles saisonniers et d'autres migrants au Canada. L'action reflétait le fait que dans le monde d'aujourd'hui, la classe ouvrière est internationale. Les manifestants se sont également opposés à la division des travailleurs en catégories arbitraires pour qu'ils soient exploités et maltraités par les employeurs, ce qui cause une baisse des salaires, des conditions de travail et de sécurité de tous les travailleurs.

Les actions ont également appelé au respect et à la défense des droits des peuples autochtones, ainsi qu'au soutien du peuple palestinien en lutte, du peuple du Yémen et d'autres peuples. Il a également été souligné que les réfugiés d'Inde, d'Afrique et du Moyen-Orient qui quittent l'Ukraine étaient rejetés par des pays de l'OTAN tels que la Roumanie et la Pologne, tandis que le Canada accélère le traitement des réfugiés ukrainiens au nom de grands idéaux. En même temps, de nombreux migrants de la classe ouvrière au Canada, originaires d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des Caraïbes, se voient refuser leur statut année après année, ce qui reflète la vision raciste de l'État canadien et de ses gouvernements.

Le thème principal des actions organisées par le Réseau des droits des migrants et ses organisations affiliées était le rejet des politiques racistes d'immigration et de réfugiés de l'État canadien et des intérêts privés qu'il sert, et la revendication de l'égalité, des droits et du statut permanent pour les quelque 1,6 million de travailleurs migrants, apatrides, réfugiés sans papiers et leurs familles qui vivent dans des conditions de quasi-esclavage, de peur et d'insécurité au Canada. Le droit des travailleurs agricoles qui viennent des Caraïbes au Canada à un statut pour eux-mêmes et leurs familles a également été soulevé au cours des actions. La situation critique des plus de 150 000 étudiants internationaux au Canada a également été soulignée lors de la journée d'action. Attirés ici par la promesse d'un bel avenir, ils se retrouvent dans une situation interminable à essayer de trouver un travail qui leur permettra d'obtenir la résidence permanente, souvent payé moins que le salaire minimum ou pas du tout.

Des travailleurs à la demande, des étudiants internationaux, des travailleurs de la santé et d'autres personnes ont parlé de leurs expériences de vie et de travail au Canada, souvent aux premières lignes dans les conditions difficiles de la pandémie. Divers travailleurs ont souligné que la pandémie a été utilisée par les employeurs pour les maltraiter et les exploiter davantage et leur

refuser les droits fondamentaux à un salaire, à des conditions de travail décentes et à la sécurité aux endroits de travail. Ils se sont engagés à continuer à travailler ensemble en tant que membres de la classe ouvrière canadienne pour leurs droits et les droits de toutes et tous.

Le Réseau des droits des migrants a annoncé que d'autres actions seront organisées pour le Premier Mai 2022.

Terre-Neuve



Montréal





Ottawa



Toronto



Guelph



Niagara



Edmonton





Calgary



Burnaby



(Photos : LML, MWAC, WANNL, M. Suinnl, J. Burnt, C. Eyfe)

Lettre ouverte des travailleurs migrants accidentés



Nous reproduisons ci-dessous une lettre de travailleurs migrants accidentés, tirée de Harvesting Freedom, le bulletin de Justicia for Migrant Workers (J4MW), écrite à l'occasion du 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale. La lettre est adressée au premier ministre Justin Trudeau, au ministre canadien de l'Immigration Sean Fraser, au premier ministre de l'Ontario Doug Ford, au ministre du Travail de l'Ontario Monte McNaughton et au président-directeur général de la CSPAAAT de l'Ontario Jeffery Lang.

Nous sommes un groupe diversifié de travailleurs agricoles migrants accidentés et d'alliés qui luttons pour une indemnisation équitable et le respect de la part de la CSPAAAT [Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail] pour tous les travailleurs. Nous voulons que les changements apportés au système aident, et non entravent, la vie des travailleurs accidentés.

En ce 21 mars, Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale, nous, travailleurs migrants accidentés anciennement employés par le programme canadien des travailleurs étrangers temporaires, voulons mettre en lumière les conditions auxquelles nous avons été confrontés à la suite d'une blessure ou d'une maladie. Nous pensons que le système d'indemnisation des travailleurs est raciste et que nous sommes très mal traités. Ce racisme systémique a comme résultat que nous ne sommes pas traités comme des êtres humains. Il existe des différences de pouvoir entre nous, les travailleurs, et nos patrons. Le système est conçu pour les patrons, pas pour nous. Nos voix ne sont pas prises au sérieux. C'est comme si le système croyait les patrons plutôt que nous lorsque nous racontons l'impact de nos blessures. On nous traite comme si nous mentons ; ni nos blessures ni nos douleurs ne sont considérées comme sérieuses. Plutôt que de nous laisser guérir, les patrons nous renvoient au travail alors que nous sommes encore blessés et que nous souffrons. C'est comme si nous devions mendier pour obtenir les avantages auxquels nous avons droit.

Nous sommes confrontés au racisme en raison de notre teint, de notre apparence et de notre statut de migrants. Nous sommes considérés comme jetables par la CSPAAT, le gouvernement du Canada, les employeurs et nos agents de liaison. Nous avons été victimes d'abus verbaux, physiques, mentaux et émotionnels. Plutôt que de nous aider à guérir, le système actuel ne fait qu'empirer les choses pour nous. On nous a refusé le droit de fonctionner comme des êtres humains au Canada. Ceux d'entre nous qui ont été rapatriés retournent dans leur pays d'origine avec des blessures et des traumatismes. Nous payons d'avance notre transport, nos soins de santé et nos médicaments pour venir au Canada, mais nous devons supplier nos amis et les membres de notre famille après avoir été blessés au Canada alors que nous devrions légitimement recevoir des prestations de la CSPAAT au Canada. Nos accidents du travail subis au Canada nous endettent davantage. Ce n'est pas juste. Beaucoup d'entre nous souffrent d'hypertension artérielle, de stress et d'anxiété parce que nous ne pouvons pas payer nos factures. Dans bien des cas, nous manquons nos rendez-vous médicaux, ce qui signifie que nous devenons encore plus malades.

C'est la CSPAAT qui est en charge, qui détient la responsabilité lorsqu'un travailleur se blesse au travail au Canada. En raison du racisme systémique, la CSPAAT laisse tomber les travailleurs migrants accidentés. Les personnes blessées ont de la difficulté à communiquer par téléphone avec les agents de la CSPAAT, même lorsque les renseignements médicaux sont déposés sur leur bureau ou sur leur ordinateur. Les personnes blessées subissent un nouveau traumatisme en plus de ce qu'elles ont déjà vécu, ce qui entraîne encore plus de dépression et de frustration. Il faut mettre en place un système d'enquête lorsque la CSPAAT ne fait pas son travail. Nous vivons dans la misère et cela entraîne des répercussions sur l'éducation et le bien-être de nos enfants en raison de la pauvreté, de la séparation, de l'absence d'accès aux soins de santé, de dépression nerveuse et de bien d'autres enjeux. Notre santé et notre sécurité ne doivent pas être mises en péril. Le système de la CSPAAT doit changer afin que nous recevions les mêmes protections que les autres travailleurs non agricoles canadiens. Nous ne devons pas être pénalisés pour avoir défendu nos droits ou refusé des conditions de travail dangereuses. Il n'est pas normal que les lois ne nous protègent pas pour le travail essentiel que nous faisons au Canada.

Dans le système de la CSPAAT, il n'y a aucun droit pour les travailleurs migrants accidentés. Le système est partial dans sa façon de traiter les travailleurs et aussi dans l'indemnisation que les travailleurs reçoivent. Les travailleurs migrants accidentés ne peuvent pas voir le médecin approprié et n'ont pas l'argent pour le payer. Cependant, la CSPAAT donne aux employeurs de l'argent soi-disant « excédentaire » qui devrait être versé aux travailleurs accidentés et à leurs familles. Cet argent devrait nous être rendu afin que nous puissions prendre soin de nos familles. Lorsque nos familles sont malades, nous ne pouvons pas prendre soin d'elles, ni envoyer nos enfants à l'école. Il est scandaleux que la CSPAAT récompense ces employeurs plutôt que de réparer le système qui a laissé les travailleurs accidentés en crise. Nous sommes en colère, nous souffrons et nos vies ont été changées à jamais à cause de nos accidents du travail. Nous ne voulons pas de belles paroles, ni de pitié. Nous voulons la justice. Nous voulons que le système change. Nous voulons recevoir le traitement médical que nous méritons et les prestations qui garantissent

que nous ne sommes pas condamnés à mort. Nous voulons un système qui nous aide, et non qui nous traumatise davantage.

Nous ne resterons pas silencieux et nous n'abandonnerons pas. Nous continuerons à nous battre avec tous les travailleurs, anciens ou actuels, qui ont été maltraités par la CSPAAT. Nous continuerons à nous battre pour nos familles, nos enfants, nos collègues de travail et les générations futures de travailleurs afin qu'ils ne subissent pas la même douleur et les mêmes souffrances que nous avons connues. Notre lutte s'adresse à tous les travailleurs migrants, quel que soit leur pays d'origine ou la langue qu'ils parlent. Notre lutte vise à améliorer la situation des travailleurs canadiens et des travailleurs migrants. Nous n'accepterons pas les mauvais traitements raciaux parce que nous sommes noirs ou bruns.

Nous demandons instamment aux gouvernements fédéral et provinciaux d'agir immédiatement pour protéger tous les travailleurs. Les revendications suivantes apporteront un soutien immédiat et un filet de sécurité aux travailleurs et aux familles des travailleurs qui ont été tués, blessés et sont tombés malades au travail :

- Le gouvernement canadien doit fournir un statut d'immigration permanent à tous les travailleurs sans-papiers et migrants, un statut à l'arrivée, un statut en cas de blessure, et personne ne doit être expulsé. Le programme fédéral récemment proposé est largement insuffisant pour permettre à plus d'une infime partie des travailleurs agricoles et autres travailleurs essentiels de se qualifier. Ce n'est pas du tout suffisant. Tous les travailleurs, y compris les travailleurs accidentés, doivent être autorisés à rester au Canada et à accéder à la justice et aux soins de santé.

Le gouvernement de l'Ontario :

- Abolir l'annexe 6 de la loi 27, *Loi de 2021 visant à oeuvrer pour les travailleurs* : absolument, cela ne fonctionne pas pour les travailleurs. Remettre immédiatement le surplus de la CSPAAT aux travailleurs accidentés, et non aux employeurs.

- Mettre fin à la pratique de la CSPAAT de la « présomption » (emplois fictifs) et fournir des prestations lorsque les travailleurs accidentés ne sont pas en mesure de trouver un emploi ou qu'aucun emploi n'est disponible sur le marché, en particulier les travailleurs sans papiers et les travailleurs migrants qui sont déjà renvoyés dans leur pays, mais qui sont systématiquement présumés aptes au travail après 12 semaines sans aucune prestation. La CSPAAT dit qu'ils peuvent continuer à travailler comme caissier, pompiste ou employé d'un centre d'appel en Ontario. Cela n'est pas acceptable.

- De vrais soins de santé pour les travailleurs accidentés : D'après le rapport « Bad Medicine » (IAVGO, 2017), le paiement des prestations pour les médicaments par la CSPAAT a diminué de 35 % (33 millions de dollars), passant de 96 millions de dollars en 2010 à 63 millions de dollars en 2015, alors que les nouvelles réclamations entrant dans le système sont constantes pendant cette période. On y lit : « Environ 18 000 travailleurs accidentés par an ont disparu du programme de prestations pour médicaments, sans explication viable de la part de la CSPAAT. » Cependant, les propres rapports financiers annuels de la CSPAAT ont confirmé que les prestations versées aux travailleurs accidentés ont été réduites de moitié de 2010 à 2015. La CSPAAT devrait fournir les soins de santé dont les travailleurs accidentés ont besoin et financer les traitements médicaux et les médicaments que nos médecins prescrivent, en particulier pour ces travailleurs et travailleurs migrants blessés sur des lieux de travail précaires et rapatriés dans leur pays sans soins médicaux.

- Modifier la loi sur la CSPAAT pour que soient écoutées les recommandations des fournisseurs de soins de santé traitants des travailleurs accidentés en ce qui a trait aux soins de santé, la santé et la sécurité des travailleurs accidentés, le temps de guérison et le retour au travail, au lieu de gaspiller de l'argent pour que les médecins de la CSPAAT annulent les recommandations des médecins traitants des travailleurs accidentés. Il faut également éliminer les conditions préexistantes ou la dégénérescence liée à l'âge dans la politique de la CSPAAT. Les chercheurs et les défenseurs des

travailleurs accidentés ont déclaré que ces conditions n'avaient pas affecté la capacité du travailleur à faire son travail ou n'avaient montré aucun symptôme (étaient asymptomatiques).

Les gouvernements fédéral et ontarien doivent :

- travailler ensemble pour enquêter sur tous les décès liés au travail et sur les conditions de santé et de sécurité (abus/harcèlement, blessures au travail, dortoir, EPI, équipement de sécurité), y compris dans le cadre du PTAS (Programme des travailleurs agricoles saisonniers) et du PTET (Programme des travailleurs étrangers temporaires), renforcer également toutes les exigences légales selon lesquelles les employeurs doivent être responsables des environnements de travail non sécuritaires et tenus responsables de toute violation de la *Loi sur la santé et la sécurité au travail* ;

- fournir des prestations d'aide sociale avec une augmentation réelle ajustée au coût de la vie et mettre en place une nouvelle prestation canadienne de revenu d'invalidité pour que les personnes handicapées puissent subvenir à leurs besoins. Tout filet de sécurité sociale devrait être accessible à toute personne qui en a besoin, quel que soit son statut d'immigration. Examiner les demandes d'accès et de données sur l'accès des travailleurs migrants aux programmes de l'assurance-emploi(AE), du Régime de pensions du Canada (RPC), de la prestation d'invalidité du RPC, de la CSPAAT et de l'aide sociale, du Programme ontarien de soutien aux personnes handicapées (POSPH) et prestations de santé du programme Ontario au travail (OT), afin de déterminer combien de travailleurs sont confrontés à des problèmes systémiques.

En tant que travailleurs agricoles migrants lésés et en tant que communautés, nous sommes unis et nous nous organisons ensemble pour nous assurer que ces mesures soient mises en oeuvre et suivies par nos représentants dans les deux gouvernements. Nous continuerons à travailler avec nos alliés et les gens des communautés pour aider nos représentants à faire leur travail et à protéger tous les travailleurs pendant cette période critique. Nous demandons instamment aux deux gouvernements de réagir et d'agir immédiatement.

Veillez contacter votre député provincial et votre député fédéral afin de protéger tous les travailleurs. Nous sommes solidaires de tous les migrants et des personnes de couleur dans le monde contre le racisme.

Une attaque contre un est une attaque contre tous !

(Travailleurs agricoles migrants accidentés. Photo : R. Maise)

Les Philippines

Le peuple philippin et la Chine ciblés par les plus importants exercices militaires États-Unis/Philippines

Les 37e exercices militaires conjoints Balikatan/États-Unis ont débuté aux Philippines et dans la région et se poursuivent jusqu'au 8 avril. C'est le plus gros exercice militaire jamais mené par l'armée américaine et les Forces armées des Philippines (FAP). Balikatan est un mot tagalog qui veut dire « épaulement contre épaulement ». Depuis 2014, l'Australie participe aussi à ces manœuvres militaires provocatrices visant à contenir la Chine dans la région indopacifique ainsi qu'à réprimer le mouvement révolutionnaire du peuple philippin pour sa libération nationale. Le Canada y joue aussi un rôle, ayant formé au combat des centaines de soldats philippins dans des bases canadiennes depuis 2014.



Manifestation contre les exercices militaires conjoints Balikatan États-Unis/Philippines en mai 2018

Les exercices de guerre de cette année, les plus importants jusqu'à ce jour, mobiliseront 3 800 soldats philippins et 8 100 soldats américains et plusieurs pièces d'artillerie, avions et navires. Selon le major-général Charlton Sean Gaerlan, le directeur des FAP, « l'exercice Balikatan témoigne de la force de la relation de sécurité entre les Philippines et les États-Unis. L'expérience acquise dans cet exercice est un complément à nos efforts de coopération sécuritaire et contribuera à augmenter nos efforts de sécurité réciproques existants. »



Le major-général Jay Barger, le commandant général de la 3e division marine, laquelle est la principale force des États-Unis qui participe à Balikatan, ajoute : « Au cours de Balikatan, l'armée américaine et les FAP s'entraîneront ensemble pour multiplier et partager les tactiques, techniques et procédures qui renforceront nos capacités de réponse et notre préparation aux défis du monde réel, ainsi que l'amitié et la confiance entre nos forces qui nous permettront d'accomplir toutes les missions militaires possibles. »

Le Balikatan et les autres exercices militaires conjoints aux Philippines menés par les impérialistes américains sont justifiés en vertu du Traité de défense réciproque (TDR) conclu entre les Philippines et les États-Unis le 30 août 1951, pour consolider le recours aux Philippines en tant qu'avant-poste dans la guerre d'agression des États-Unis contre la Corée, et pour maintenir la domination américaine des Philippines. Les Philippines ont aussi servi d'avant-poste dans la guerre des États-Unis contre le peuple vietnamien, dans la première guerre du Golfe et dans d'autres guerres.

Un rapport dans la revue Stars and Stripes de l'armée américaine cite l'analyste en chef à la Défense de la Rand Corporation Derek Grossman, qui dit : « L'engagement de sécurité US-Philippines s'est consolidé récemment. L'invasion de l'Ukraine par la Russie nous incite à mettre cette relation sur la bonne voie. La contrepartie à la Russie dans la région indopacifique, c'est la Chine. » L'article soulève qu'en mars 2021, le commandant américain dans l'Indopacifique à ce moment-là, l'amiral Philip Davison, avait alerté que la Chine pourrait attaquer Taïwan « au cours des six prochaines années » en raison de son expansion militaire rapide. Les États-Unis mettent de l'avant cette désinformation sur une attaque de la Chine contre Taïwan pour justifier leur présence militaire dans

la région et préparer le terrain pour des mesures et des attaques accrues contre la Chine.

Il est significatif que Balikatan 2022 comprendra la participation conjointe des armées américaine et philippine « à des combats en terrain urbain et d'antiterrorisme en collaboration avec des forces locales de Crow Valley et de Fort Magsaysay ». Qui est visé si ce n'est le mouvement révolutionnaire du peuple philippin ?

Balikatan 2022 vise non seulement à contrer la Chine dans la région de l'Asie-Pacifique, mais aussi à supprimer le mouvement révolutionnaire du peuple philippin dirigé par le Parti communiste des Philippines et la Nouvelle armée populaire. Il vise aussi à prendre toutes les Philippines comme avant-poste pour projeter la puissance des États-Unis et accroître leur présence militaire dans l'Asie-Pacifique dans le cadre de leur politique dangereuse de la corde raide contre la Russie et la Chine.

Que ces exercices se déroulent à quelques semaines des élections présidentielles aux Philippines le 9 mai vise aussi à affirmer la domination des Philippines par les États-Unis contre les efforts du peuple philippin de saisir l'occasion de ces élections pour avancer ses intérêts.

Pour ces raisons, le peuple philippin s'est sans cesse opposé à tout exercice US/Philippines, exigeant de mettre fin à la présence militaire américaine au pays, ainsi que de mettre fin au TDR de 1951. Avec courage et héroïsme, il continue de s'organiser pour se débarrasser de l'armée américaine et de toute domination étrangère sur sa nation et pour affirmer sa souveraineté et son indépendance, faisant ainsi une grande contribution à la lutte de l'humanité pour la paix dans le monde.

Non à Balikatan 2022 !

Troupes américaines, hors des Philippines !

(Photos : Bayan, Gabriela)

L'Association canadienne pour l'OTAN fait l'éloge des plans de l'OTAN pour les Philippines

En novembre 2021, un article intitulé « l'OTAN et les Philippines : Le premier pas vers un partenariat stratégique » a été publié par l'Association canadienne pour l'OTAN, fondée en 1996 et se décrivant comme une « organisation non gouvernementale » qui cherche à « promouvoir la connaissance et la compréhension vis-à-vis l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) au Canada. Elle se donne comme mission d'éduquer et d'engager les Canadiens dans une discussion au sujet de l'OTAN et de ses objectifs, soit la promotion de la paix internationale, la prospérité et la sécurité ».

On lit dans l'article : « La nouvelle stratégie de réorientation du président Duterte est une bonne nouvelle pour les États-Unis et pour l'OTAN, car elle va directement à l'encontre de ce qu'il préconisait en 2016 alors qu'il disait vouloir former des alliances avec la Russie et la Chine. »

On y lit aussi : « Comme le président Duterte a annoncé son intention de s'orienter à nouveau vers les alliances avec les États-Unis et les alliés occidentaux, l'OTAN devrait examiner la possibilité d'améliorer ses relations avec les Philippines. L'approche plus ouverte sur le monde de l'agenda OTAN 2030[1] met actuellement l'accent sur le développement des relations avec les quatre partenaires clés dans la région indopacifique : le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la République de Corée. Les Philippines en tant que nouveau pivot est un bon point de départ qui permet à l'OTAN de commencer à se tourner vers les Philippines en tant que partenaire stratégique dans son approche mondiale. »

Dans l'article, on souligne que les États-Unis considèrent les Philippines comme un « allié majeur non membre de l'OTAN », lui accordant ainsi un statut de privilège militaire et économique ». Le peuple philippin résiste à la domination et l'exploitation impérialistes américaines depuis plus de 120 ans, et il n'est pas prêt à accepter ces « privilèges » qui font progresser les intérêts des États-Unis à ses dépens.

L'article indique : « Cependant, la constitution philippine exige que le président Duterte se retire en juin 2022, lorsque son mandat arrivera à terme. Maintenir les Philippines dans le bercail des alliances occidentales est plus important que jamais, et l'OTAN peut contribuer à consolider cette relation. »

L'article se termine ainsi : « Une stratégie qui accueille les Philippines en tant que partenaires stratégiques dans la région indopacifique ne peut que renforcer les relations indopacifiques que l'OTAN a déjà nouées. C'est une ouverture qui se présente alors qu'on examine les Philippines et leur stratégie de pivoter à nouveau vers les États-Unis [...]. Promouvoir un partenariat avec les Philippines maintenant est crucial si nous voulons éviter des Philippines pro-Chine dans l'avenir. »

Il est clair que pour l'OTAN les Philippines et leur peuple ne sont que des pions dans les efforts d'hégémonie américaine dans la région de l'Asie-Pacifique. Les Philippines sont des combattants éprouvés contre l'impérialisme américain et les stratagèmes des États-Unis et de l'OTAN pour les embrigader dans le camp des États-Unis et de l'OTAN et les utiliser comme chair à canon dans une bataille contre la Chine vont échouer.

Note

1. L'agenda OTAN 2030 est « un ambitieux document qui doit permettre à l'OTAN de demeurer prête, forte et unie pour une nouvelle ère, caractérisée par une intensification de la compétition à l'échelle mondiale. En décembre 2019, les dirigeants des pays de l'Alliance, réunis à Londres, avaient demandé au secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, d'engager une réflexion prospective pour renforcer l'Organisation et la rendre apte à faire face aux enjeux de demain ».

(Source : l'OTAN)

Les Philippines aideront les États-Unis si nécessaire dans la guerre contre la Russie, déclare son président

Le président Rodrigo Duterte des Philippines, dont le mandat arrive à échéance en mai de cette année, s'est engagé à fournir de l'aide militaire aux États-Unis advenant que la guerre en « « Ukraine déborderait sur l'Asie ». Les Philippines sont un des pays qui se sont alignés derrière les États-Unis et l'OTAN pour voter le 2 mars en faveur de la résolution sur l'Ukraine présentée à la session spéciale de l'Assemblée générale de l'ONU condamnant l'invasion russe et exigeant le retrait immédiat de toutes les troupes russes du territoire ukrainien.

L'ambassadeur philippin aux États-Unis Jose Manuel Romualdez avait affirmé dans le cadre d'une conférence de presse le 10 mars : « Il [Duterte] dit que si vous demandez l'appui des Philippines, il est clair, évidemment, que si la situation s'envenime, les Philippines seront prêtes à participer à l'effort, surtout si la crise ukrainienne se répercute dans la région asiatique. » Romualdez a aussi affirmé que Duterte s'engageait à ce que les Philippines « mettent à la disposition des États-Unis tout ce dont ils ont besoin, puisqu'ils sont le principal...notre allié numéro un. »

Les médias rapportent que bien que Rodrigo Duterte n'a pas spécifié ce qu'exactement il mettrait à

la disposition des États-Unis, qu'il est à peu près certain qu'il pensait à la base aérienne Clarke et à la base navale de la baie de Subic au nord-ouest de Manille, la capitale, autrefois les bases militaires américaines les plus importantes à l'extérieur des États-Unis continentaux.



La base de la baie de Subic a été installée en 1904 pour la Septième Flotte américaine. En 1945, suite à la Deuxième Guerre mondiale, la base aérienne Clark a été établie en tant que base militaire de la 13e Force aérienne et des 55 unités du Commandement de la force aérienne du Pacifique qui ont été impliquées dans les guerres d'agression américaines contre le peuple coréen et, plus tard, contre le peuple vietnamien. Ces bases sont restées comme faisant partie du Traité de défense réciproque États-Unis-Philippines en 1951, imposé au peuple philippin

par les impérialistes américains. C'est en raison de la résistance du peuple philippin dirigé par le Parti communiste des Philippines et la Nouvelle Armée populaire, et de l'éruption du mont Pinatubo qui a causé d'importants dommages à la base aérienne Clark, que les forces américaines se sont retirées de Clarke en 1991 et de la baie de Subic en 1992.

En 1987, la Constitution philippine a interdit toute base américaine ou autre base étrangère. Les États-Unis ont agi à l'encontre de cette interdiction et de la ferme résistance des Philippines en obtenant l'Entente des forces étrangères de 1999 et l'Entente de coopération à la défense améliorée (EDCA) de 2014, mise à jour en 2021. Ces ententes ont permis à l'armée américaine d'y déployer des troupes et d'utiliser toutes les bases des Forces armées des Philippines (AFP) où que ce soit dans le pays. Le peuple philippin, qui a dû assumer ces coûts à la fois financiers et politiques, continue de s'opposer à ces ententes militaires onéreuses et dangereuses qui mettent en péril non seulement le peuple philippin mais les peuples d'Asie et du monde. Le Front national démocratique des Philippines et la Nouvelle Armée populaire ont condamné cette décision annoncée le 10 mars par le régime Duterte, et ont appelé à une intensification de la résistance pour débarrasser les Philippines de la domination impérialiste américaine.

(Avec des informations du Front national démocratique des Philippines, Nouvelle Armée populaire, Toronto Star)

Nations unies

La Chine et la Russie bloquent les pressions américaines pour des sanctions plus sévères contre la RPDC

En réponse au test de lancement du Hwasong-17 par la République populaire démocratique de Corée (RPDC), un nouveau missile balistique intercontinental qui place l'ensemble du territoire des États-Unis à portée de ses missiles, les États-Unis ont exhorté, le 25 mars, les 15 membres du Conseil de sécurité de l'ONU à discuter du renforcement des sanctions contre la RPDC afin de contrer son « escalade flagrante et non provoquée ».

La dernière réunion ouverte du Conseil de sécurité de l'ONU concernant le programme nucléaire et de missiles de la RPDC s'est tenue en décembre 2019. Linda Thomas-Greenfield, l'ambassadrice des États-Unis à l'ONU, a déclaré lors de la réunion ouverte du 25 mars que « nous ne pouvons pas non plus rester les bras croisés face aux violations répétées des résolutions de sécurité [par la Corée du nord] », ajoutant que les États-Unis présenteront une résolution pour « mettre à jour et renforcer

le régime de sanctions » contre Pyongyang.

Les États-Unis ont dit que des sanctions supplémentaires contre la Corée du nord devraient automatiquement être adoptées dans la situation actuelle, conformément à la résolution 2397 du Conseil de sécurité qui a été introduite en réponse au test du missile Hwasong-15 par Pyongyang. Adoptée à l'unanimité à la fin décembre 2017, cette résolution limitait les livraisons de pétrole brut à la RPDC à 4 millions de barils par année et les livraisons de pétrole raffiné à ce pays à 500 000 barils par an. La résolution comprenait également une « clause de déclenchement » qui stipulait que « si [la Corée du nord] procède à un nouvel essai nucléaire ou au lancement d'un système de missiles balistiques, [...le Conseil de sécurité prendra des mesures pour restreindre encore plus l'exportation de pétrole [à la Corée du nord]]. »

Linda Thomas-Greenfield a dit « qu'un lancement d'un système de missiles balistiques » est « précisément ce qui s'est produit ». « C'est le moment maintenant de prendre cette mesure », a-t-elle ajouté.



Cho Hyun, l'ambassadeur de la Corée du sud aux Nations unies, a exprimé le soutien de son pays au plan américain de présenter une nouvelle résolution. Le Royaume-Uni et d'autres pays ont également exprimé leur soutien à des sanctions supplémentaires.

Par contre, la Chine et la Russie ont clairement indiqué qu'elles ne coopéreraient pas avec les États-Unis. Déclarant « qu'aucune partie ne doit prendre des mesures susceptibles d'accroître les tensions », l'ambassadeur chinois aux Nations unies, Zhang Jun, a déclaré que « les États-Unis ne doivent pas continuer à ignorer les demandes légitimes [de la RPDC] » et doivent « offrir une proposition attrayante pour ouvrir la voie à une reprise rapide du dialogue ».

De façon similaire, Anna Evstigneeva, l'ambassadrice adjointe de la Russie auprès des Nations unies, a souligné que l'ajout de sanctions « exposera la population de la Corée du nord à des risques de turbulences socio-économiques et humanitaires inadmissibles ».

La Chine et la Russie plaident pour l'assouplissement des sanctions contre la RPDC depuis avril 2018, lorsque le pays a commencé à dialoguer avec la Corée du sud et les États-Unis et a même déclaré un moratoire sur les essais d'armes et de missiles nucléaires.

« La Chine et la Russie ayant expressément rejeté l'appel à l'action des États-Unis, il est devenu très improbable que des sanctions supplémentaires contre Pyongyang, au niveau du Conseil de sécurité, soient mises en oeuvre », écrit le journal *Hankyoreh* publié en Corée du sud. « Selon les observateurs, les deux pays, la Chine et la Russie, ont fait preuve d'une attitude permissive à l'égard de la Corée du nord et de son comportement dépassant la 'ligne rouge' en raison du fossé qu'ils ont creusé au sein du Conseil de sécurité ces cinq dernières années en tant que membres permanents ».

Dans le même ordre d'idées, le 25 mars, le représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires de la péninsule coréenne, Liu Xiaoming, a rencontré le vice-ministre russe des affaires étrangères, Igor Morgulov, à Moscou. Les deux parties ont échangé leurs points de vue sur la situation dans la péninsule coréenne.

Liu Xiaoming et Igor Morgulov se sont dits préoccupés par la situation actuelle dans la péninsule et ont convenu que toutes les parties devaient rester calmes et faire preuve de retenue, éviter toute action susceptible de provoquer une nouvelle détérioration et travailler ensemble pour maintenir la paix et la stabilité dans la péninsule. Ils ont appelé les parties concernées à s'en tenir au dialogue et à rechercher des solutions efficaces et équilibrées à leurs préoccupations respectives. Ils ont convenu de rester en étroite communication et coordination et de jouer un rôle constructif pour promouvoir le règlement politique de la question de la péninsule.

Au cours de sa visite en Russie, le représentant spécial Liu Xiaoming a également rencontré le recteur de l'Académie diplomatique du ministère des Affaires étrangères de Russie, Alexander Yakovenko, et a eu une discussion approfondie sur la question de la péninsule avec des universitaires de l'Institut d'études extrême-orientales de l'Académie des sciences de Russie.

(Lee Bon-young, correspondant de Hankyoreh à Washington, ministère des Affaires étrangères, République populaire de Chine)

Nicaragua

La vérité sur les violences récentes à Bosawas

– Stephen Sefton, Tortilla con Sal –



Depuis plusieurs années, un front commun dans la guerre de propagande incessante des médias occidentaux et des organisations non-gouvernementales (ONG) contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua comprend de fausses accusations selon lesquelles les autorités portent atteinte ou négligent les droits et le bien-être des peuples autochtones du pays.

En fait, c'est le contraire qui se produit. Les peuples autochtones du Nicaragua bénéficient du système d'autonomie gouvernementale le plus progressiste et le plus avancé de l'hémisphère. Mais les reportages de l'industrie occidentale des droits de l'homme, en particulier des ONG américaines et européennes qui prétendent défendre les peuples autochtones, omettent systématiquement ce fait pour se concentrer sur des incidents de violence sporadiques, qu'ils déforment systématiquement.

En général, la propagande anti-sandiniste nord-américaine et européenne publiée par des entreprises ou des organisations financées par des milliardaires comme Global Witness ou l'Oakland Institute et les médias internationaux avancent trois principales fausses déclarations :

- le gouvernement du Nicaragua autorise et même encourage l'invasion par des étrangers appelés « colonos » ; des terres autochtones, affectant en particulier la réserve de biosphère de Bosawa ;
- le gouvernement omet d'enquêter ou de remédier aux incidents de violence contre les communautés autochtones du pays ;
- les peuples autochtones concernés sont invariablement des victimes innocentes dont les intérêts sont véritablement représentés et défendus par des ONG locales financées par l'étranger.

Les reportages de première main de l'année dernière ont catégoriquement démontré que chacune de ces affirmations de propagande est fausse.

Plus récemment, une équipe de journalistes s'est rendue sur le site d'une violente attaque qui a eu lieu à Kiwakumbai au coeur de la réserve de biosphère de Bosawas. Leurs reportages ont démontré que certains membres des communautés autochtones locales eux-mêmes ont non seulement encouragé l'utilisation illicite des terres de leur peuple, provoquant la déforestation et la contamination des sources d'eau, mais ont également participé à des violences meurtrières.

L'incident de Kiwakumbai et un incident ultérieur impliquant une communauté voisine appelée Palan ont jeté un nouvel éclairage sur des événements similaires dans la communauté d'Alal en janvier 2020.

Tous ces événements démontrent que :

- la colonisation des terres dans la région a une longue histoire impliquant des membres des communautés autochtones locales engagés dans des transactions foncières irrégulières avec des étrangers, conduisant parfois à des conflits violents dans lesquels certains membres des communautés autochtones eux-mêmes se sont livrés à des actes violents meurtriers ;
- malgré l'éloignement et le terrain difficile de la région, les incidents violents font invariablement l'objet d'enquêtes rapides et approfondies de la part des autorités ;
- les institutions gouvernementales, y compris la police et l'armée, se coordonnent avec le gouvernement autonome régional, les gouvernements territoriaux autochtones et les gouvernements des communautés autochtones ainsi qu'avec l'autorité municipale locale compétente, à la fois pour réparer les pertes et les dommages causés aux victimes, et également pour résoudre le conflit immédiat tout en cherchant à prévenir de futurs conflits.

Cette réalité n'est jamais rapportée par les médias d'opposition locaux, qui citent sans critique des informations d'ONG locales financées par des étrangers comme le Centre pour la justice et les droits humains de la côte atlantique du Nicaragua (CEJUDHCAN), le Centre d'assistance juridique aux peuples autochtones (CALPI) ou le Fundación del Río, tous alignés sur l'opposition politique nicaraguayenne.

Ces ONG prétendent à tort représenter les peuples autochtones de la région, une revendication rejetée par les dirigeants autochtones eux-mêmes, par exemple par les dirigeants de la Nation Mayangna dont les terres comprennent les communautés d'Alal, Kiwakumbai et Palan. Dans une longue entrevue en novembre 2020, ces dirigeants reconnaissent le rôle positif du gouvernement nicaraguayen dans l'assainissement et la résolution des conflits. Ils reconnaissent également l'implication de certains membres de leurs propres communautés autochtones dans des transactions foncières irrégulières.

Cela rend les reportages disponibles sur les conflits affectant les peuples autochtones au Nicaragua très différents des reportages sur ces conflits au Honduras voisin, par exemple. Au Honduras, les reportages sur la situation des peuples autochtones sont souvent basés sur des informations du Consejo Cívico de Organizaciones Populares e Indígenas de Honduras (COPINH), qui est une

organisation représentant authentiquement le peuple Lenca dans l'ouest du Honduras.

De même, l'Organización Fraternal Negra Hondureña (OFRANEH) représente véritablement le peuple Garífuna vivant le long de la côte caraïbe du pays. Les deux organisations bénéficient d'un soutien massif de leurs peuples à la base qui résistent à la déprédation des entreprises encouragées par les autorités honduriennes corrompues.

Ainsi, lorsque des ONG internationales fondent leurs rapports sur des informations provenant de ces organisations ou d'organisations similaires au Honduras, elles peuvent être considérées comme généralement dignes de confiance. Cela a été confirmé, par exemple, dans les cas de Bertha Cáceres ou des quatre militants garífuna disparus de manière violente en juillet 2020.

Mais dans le cas du Nicaragua, des ONG internationales se faisant passer pour des défenseurs des droits des autochtones fondent leurs rapports sur des organisations locales non représentatives financées par des étrangers, qui sont toutes alignées sur l'opposition politique du pays. Leur version des événements sur la côte caribéenne du Nicaragua est directement contredite par les représentants élus des gouvernements autochtones de la région.

Le matériel rassemblé comprend une critique par l'écrivain indépendant John Perry de rapports sur la situation des peuples autochtones du Nicaragua, ainsi que des entretiens et des rapports sur l'incident violent à Kiwakumbai et son contexte social et économique. Pratiquement tout ce qui ressort de ces entretiens et rapports confirme les opinions exprimées par les dirigeants de la Nation Mayangna dans l'entrevue qu'ils ont accordée en novembre 2020. Tout compte fait, ce matériel démontre la fausseté totale des reportages sur le Nicaragua par les ONG internationales et les médias.

C'est une erreur de considérer cette réalité comme une sorte d'oubli malheureux ou d'incompréhension de la part des organisations internationales concernées. L'industrie occidentale des droits humains dépend du financement des entreprises et des financements connexes dont l'objectif est de faire avancer les intérêts sociaux, économiques et politiques des riches intérêts de l'élite concernée. De toute évidence, un corollaire de cet objectif est d'attaquer tout gouvernement prêt à défendre la souveraineté nationale de son pays contre les intérêts des entreprises et des élites qui leur sont liées.

À cette fin, les organisations occidentales de défense des droits humains et les institutions internationales comme celles des Nations unies ont été intensément cooptées par de sinistres sociétés et courtiers du pouvoir apparentés, par exemple, à l'influent réseau Clinton, entre autres. C'est l'explication sous-jacente de l'assaut incessant contre le gouvernement sandiniste du Nicaragua par l'industrie occidentale des droits humains en général et sa branche subsidiaire des droits des peuples autochtones en particulier. Ces organisations internationales et les ONG locales dont elles dépendent sont financées par les élites occidentales qui, pendant des siècles, ont pillé, asservi et massacré les peuples autochtones du monde entier. Pour sa part, le gouvernement révolutionnaire du Nicaragua a défendu les droits des peuples autochtones du pays en promouvant le modèle d'autonomie le plus avancé d'Amérique latine et des Caraïbes.

Vietnam

Une cérémonie célèbre le 75e anniversaire du retour de l'Oncle Ho à Tuyen Quang pour diriger la guerre de résistance nationale



Spectacle culturel tenu dans le cadre des célébrations, 31 mars 2022

Une cérémonie a eu lieu dans la province montagneuse du nord de Tuyen Quang le 31 mars pour célébrer le 75e anniversaire du retour du président Ho Chi Minh à Tuyen Quang le 9 avril 1947 pour diriger la nation dans sa guerre de résistance contre les colonialistes français.

Dans son discours, le membre du Comité central du Parti et secrétaire du Comité provincial du Parti de Tuyen Quang, Chau Van Lam, a déclaré que Tuyen Quang était associé à de grands événements et à des jalons brillants de l'histoire révolutionnaire du pays.

Dans les premières années de la révolution, le Comité central du Parti et l'Oncle Ho ont choisi Tan Trao et Tuyen Quang comme capitale de la Zone de libération, le centre de la base révolutionnaire du pays, où de nombreux événements importants ont eu lieu, comme la Conférence nationale du Parti lorsque l'ordre de soulèvement général a été publié et que le Parti a conduit le peuple tout entier à se soulever et à prendre le pouvoir ; et le Congrès national du peuple de Tan Trao, le prédécesseur de l'Assemblée nationale du Vietnam, a approuvé à l'unanimité la politique du soulèvement général et a établi le Comité de libération nationale, ou gouvernement provisoire, présidé par le président Ho Chi Minh.

La guerre de résistance nationale a éclaté, l'Oncle Ho et le Comité central du Parti, l'Assemblée nationale et le gouvernement sont retournés à Tan Trao et Tuyen Quang pour mener la guerre de résistance contre les



Nguyen Xuan Thang, membre du Politburo, président de l'Académie nationale de politique Ho Chi Minh et président du Conseil théorique central, prend la parole lors de la cérémonie.

colonialistes français. À Tuyen Quang, le président Ho Chi Minh, en collaboration avec le Comité central du Parti et le gouvernement, a conduit le peuple à mettre en oeuvre une guerre de résistance globale et à long terme ainsi qu'une édification nationale.

S'exprimant lors de la cérémonie, le membre du Politburo, président de l'Académie nationale de politique Ho Chi Minh et président du Conseil théorique central, Nguyen Xuan Thang, a souligné que l'événement visait à exprimer la gratitude pour les grandes contributions de l'Oncle Ho à la cause révolutionnaire du Parti et de la nation, tout en contribuant à la tradition révolutionnaire des cadres, des membres du parti et du peuple, en particulier des jeunes générations.

Il a exhorté le Comité du Parti, l'administration et le peuple de Tuyen Quang à continuer de promouvoir sa tradition révolutionnaire et sa solidarité pour surmonter toutes les difficultés et tous les défis, ainsi qu'à déployer des efforts pour faire de Tuyen Quang une province moderne et développée sur une base durable dans la région du Nord.

(Nahn Dan, 1 avril 2022)

Inde

Des millions de travailleurs se joignent à la grève nationale

– J. Singh –



Grève nationale, 28-29 mars 2022, à Patna, au Bihar

Des millions de travailleurs ont participé à une grève nationale les 28 et 29 mars pour obtenir satisfaction à leurs revendications économiques et sociales. La grève a été lancée par un forum de syndicats nationaux et a été soutenue par les fermiers de toute l'Inde. Les revendications portent sur l'abolition des codes du travail, la fin de toute forme de privatisation, l'arrêt du projet de monétisation nationale (NMP), l'augmentation des salaires alloués dans le cadre de la *Loi Mahatma Gandhi sur la garantie de l'emploi rural* (NREGA) et la régularisation des travailleurs contractuels.

L'année dernière, 250 millions de personnes se sont unies pour fermer le pays. Aujourd'hui, de nombreux travailleurs et fermiers demandent aux centaines de millions de personnes qui dirigent tout et produisent tout, pourquoi ne prenons-nous pas en charge l'administration au niveau local et national ? Pourquoi restons-nous en mode mendicité ? Qu'est-ce qui nous manque ? La Morchas des fermiers a montré que les travailleurs peuvent tout gérer, alors pourquoi mendier auprès de l'élite dirigeante ? Combien de temps allons-nous continuer à nous limiter à protester ?

Ce sont les signes des temps à venir.

Comme prévu, après avoir consulté de faux fermiers qui ont rapporté que 80 % des fermiers en Inde soutiennent le gouvernement central sur les lois et les politiques agricoles, la Cour suprême a nommé un comité sur les demandes des fermiers. C'est une blague cruelle de l'élite dirigeante pour donner une légitimité à ses lois anti-fermiers. Le Sanyukta Kisan Morcha (SKM) s'est opposé à ce comité lorsqu'il a été constitué et s'oppose maintenant à son rapport.

Le 25 mars, le SKM a organisé un rassemblement à Chandigarh et des caravanes de tracteurs au Pendjab pour mettre en lumière les demandes des fermiers et du Pendjab. Ils ont demandé au nouveau gouvernement du Pendjab de s'attaquer aux problèmes du prix minimum des produits (MSP), de l'électricité, de l'eau, de la santé, de l'éducation et d'autres questions, comme il avait promis de le faire pendant les élections.



Rassemblement des fermiers à Chandigarh, 25 mars 2022

Une réunion du SKM est convoquée pour établir ses plans pour les mois à venir. Des comités de fermiers de toute l'Inde vont rencontrer tous les ministres en chef dans le cadre de leur mouvement de protestation. Les fermiers ont également averti la population du Pendjab et de l'Haryana que l'élite au pouvoir tente de diviser l'unité des peuples du Pendjab et de l'Haryana et les ont appelés à rester vigilants.

Selon les médias, une commission parlementaire a constaté que le gouvernement de l'Union avait promis de doubler les revenus des fermiers entre 2015 et 2022, mais qu'à mi-parcours, les exploitations agricoles d'au moins quatre États avaient des revenus inférieurs à ceux promis. Dans le Jharkhand, le revenu moyen d'une famille de fermiers est passé de 7 068 à 4 895 roupies ; dans le Madhya Pradesh, il est passé de 9 740 à 8 339 roupies ; dans le Nagaland, de 11 428 à 9 877 roupies et dans l'Odisha, il est passé de 5 274 à 5 112 roupies.

Le nouveau ministre en chef du Pendjab a rencontré le premier ministre Modi et lui a demandé une enveloppe de 1 000 000 de roupies pour le Pendjab afin de tenir ses promesses électorales de « développement ». Son parti, le parti Aam Aadmi (AAP), s'est fixé pour objectif de blâmer le gouvernement central pour ses échecs et de dissimuler le fait qu'il n'a aucun intérêt à se battre pour le Pendjab et ses droits qui ont été usurpés par le gouvernement central et la constitution coloniale. La constitution coloniale concentre tout le pouvoir à Delhi.

C'est la position adoptée par plusieurs gouvernements d'Etat pour dissimuler le fait qu'ils ne s'occupent pas des problèmes auxquels le peuple est confronté, notamment la manière de traiter avec le gouvernement central et de renouveler la constitution. Le nouveau premier ministre du Pendjab a promis que son gouvernement ne serait pas dirigé depuis Delhi, mais il mendie des fonds à Delhi. C'est la répétition du vieil adage « qui paie l'orchestre choisit la musique ». La bataille pour savoir où réside le siège du pouvoir au Pendjab se poursuit..

Un autre problème grave qui persiste se manifeste dans les tentatives de soulever la diversion que les problèmes du Pendjab proviennent du Pakistan. Les habitants du Pendjab ont besoin de relations amicales avec le Pakistan. Ils ont besoin d'ouvrir les échanges commerciaux et les passages frontaliers entre l'ouest du Pendjab et le Pakistan.

Le nouveau premier ministre a annoncé l'installation de compteurs d'électricité prépayés, mettant fin aux subventions pour l'électricité accordées aux fermiers et les remettant à des entreprises privées appartenant aux familles oligarchiques Adani et Ambani. Les fermiers ont annoncé qu'ils ne permettront pas l'installation de ces compteurs.

On rapporte également que le nouveau gouvernement a doublé la quantité d'eau du Pendjab destinée à Delhi sans en informer qui que ce soit au Pendjab. Amit Shah, le ministre indien de l'Intérieur, a annoncé des mesures qui concentrent davantage le contrôle de Chandigarh entre les mains de Delhi. L'AAP, qui a les yeux rivés sur les élections dans l'Himachal Pradesh et le Gujarat, ne dit rien des droits et des revendications du Pendjab contre Delhi. Il sert les mêmes plans de longue date visant à concentrer le pouvoir à Delhi et à servir l'élite dirigeante.

Photos de la grève nationale des 28 et 29 mars







(Photos : H.S. Sangha, D. Sandhu, V. Vast, AIKS, M. Biswas, Labour Start, IFTUS, Industriall)

www.pccml.ca • redaction@cpcml.ca